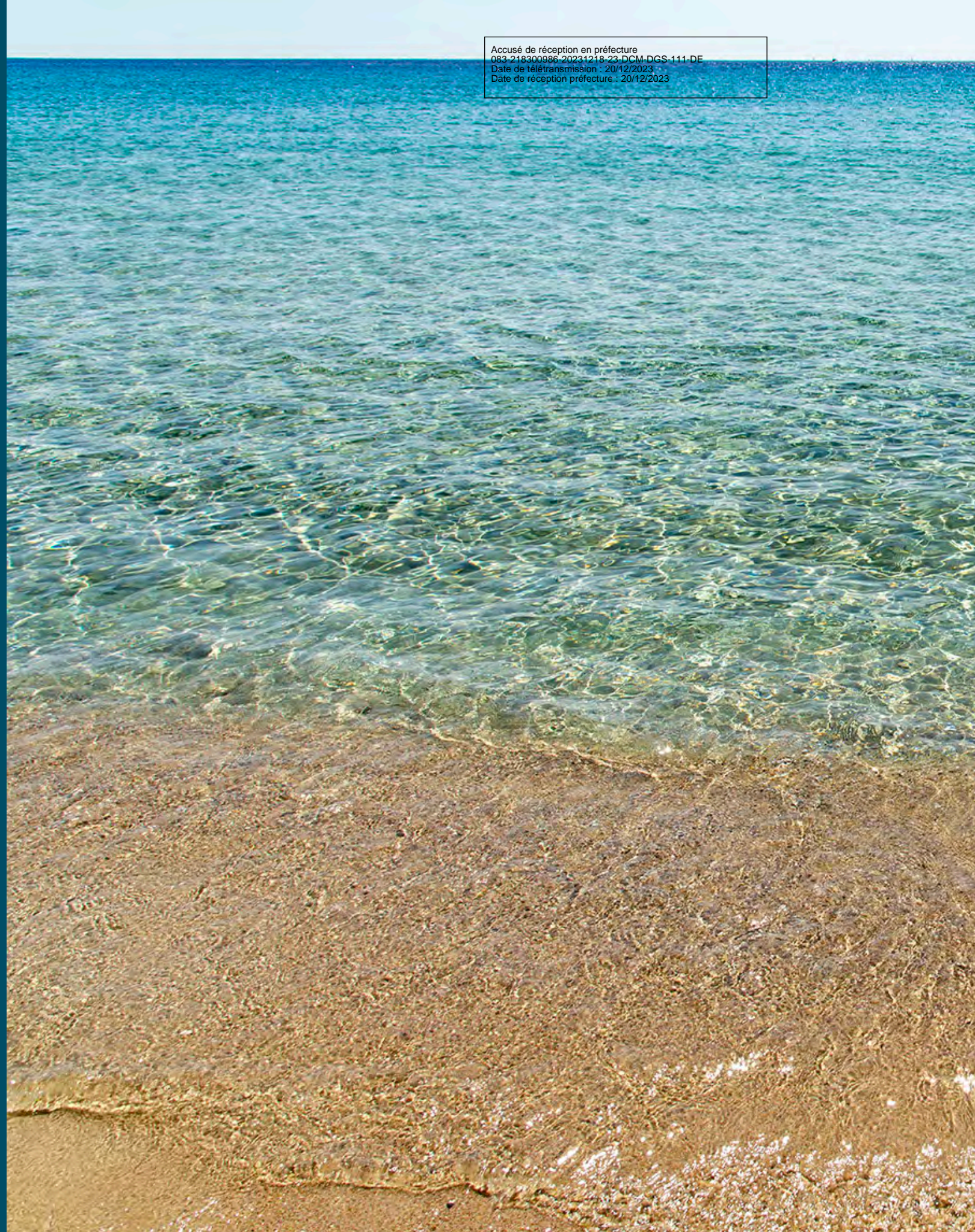


# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2022

**SCLV**

Syndicat des  
Communes du  
Littoral Varois

Accusé de réception en préfecture  
083-218300986-20231218-23-DCM-DGS-111-DE  
Date de télétransmission : 20/12/2023  
Date de réception préfecture : 20/12/2023





## Rapport d'activités 2022

# SOMMAIRE

- L'édito du Président
- Les missions du Syndicat
- Les réunions du Syndicat
- Rapport financier - CA 2022
- Le fonctionnement du Syndicat
- Information et communication

# L'ÉDITO

Cette année 2022 aura été marquée par la mise en oeuvre de la **loi Climat et Résilience** dont les effets pour nos Communes auront des répercussions... durables.

Le travail conduit par le SCLV depuis de nombreuses années sur les questions liées à **l'érosion côtière** et aux **submersions marines** aura permis de nous inscrire pleinement dans la définition des enjeux attendus par cette loi mais aussi de faire remonter nos observations pour une **application au plus près de la réalité de nos territoires littoraux**. La côte varoise n'est pas la façade Atlantique ...! Loin s'en faut ! Et nous avons besoin d'un traitement différencié.

Cette vision, ces connaissances et retours d'expérience nous les avons fait remonter au Ministère de l'écologie via l'ANEL, aux services de l'Etat dans le département pour que nous puissions, sereinement, pour les Communes qui le souhaitent, **nous inscrire dans le décret** établissant la liste des communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydrosédimentaires entraînant l'érosion du littoral, et **mettre en oeuvre les dispositions de l'article 237** de la loi Climat et Résilience qui prévoient de soutenir le maintien et le déploiement d'ouvrages de protection contre la mer, dans le cadre d'une SLGITC.

Au fil de nos échanges, nourris de l'expérience de chaque commune du SCLV, nous avons aussi partagé nos **solutions pour préserver nos plages, les herbiers de Posidonie...** pour assurer la **surveillance des baignades** et expérimenter des **modes de gestion nouveaux** sur le littoral.

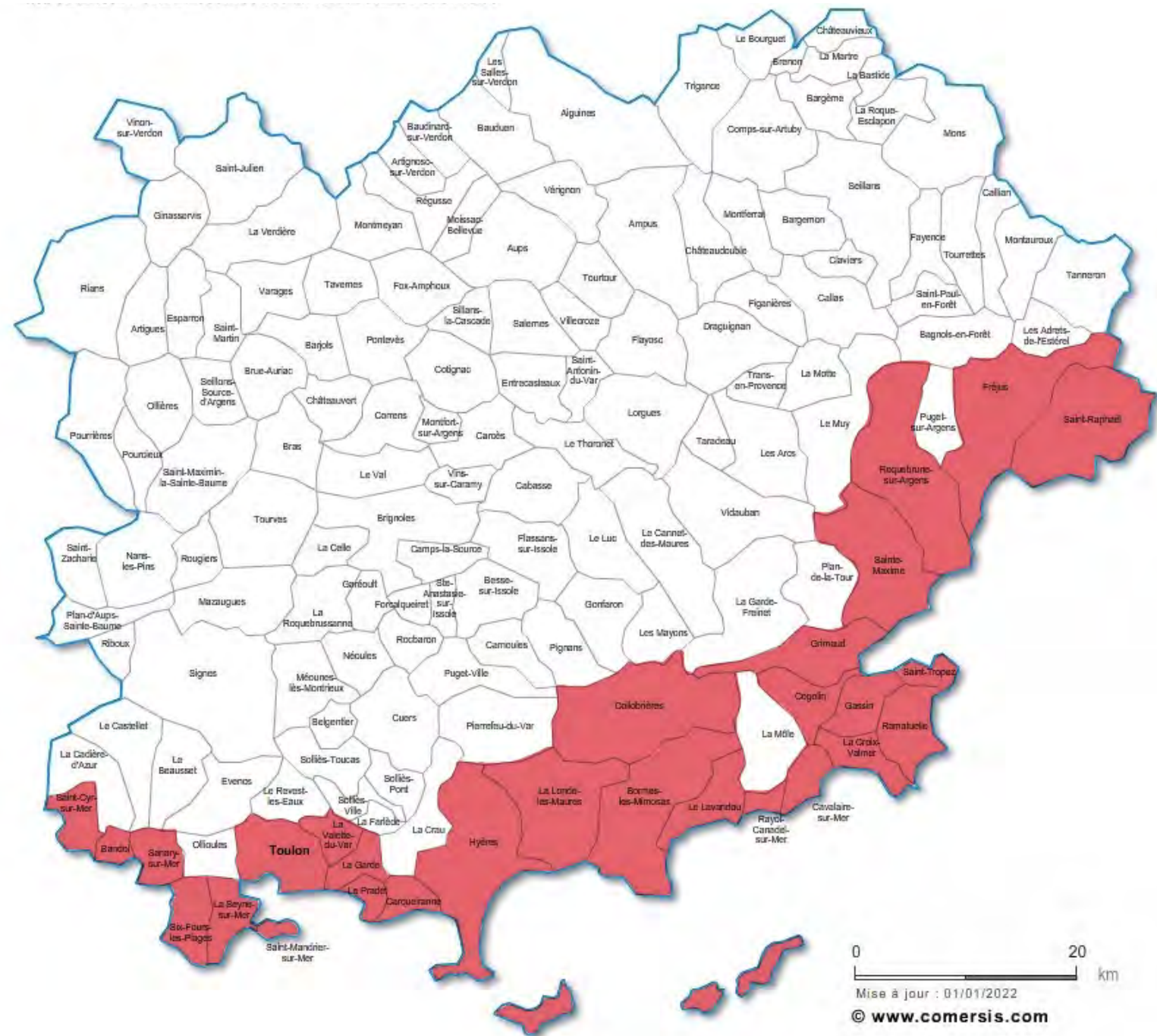
Et pour parfaire ce riche programme, nous avons signé **une convention cadre de partenariat avec l'Université de Toulon** pour des coopérations de recherche, de formation et de diffusion, qui marque le début d'une nouvelle étape passionnante. Mettre en commun la science, le savoir et la connaissance du terrain. Pour toujours mieux préserver et valoriser notre littoral varois.

Bonne lecture à toutes et à tous.

Gil BERNARDI  
Président du SCLV  
Maire du Lavandou

## LES MISSIONS DU SYNDICAT

- Etudier, protéger, mettre en valeur le littoral varois;
- Défendre les intérêts du littoral varois;
- Fédérer les élus des communes littorales pour une gestion harmonieuse sur la façade;
- Partager l'expérience et recueillir les problématiques rencontrées sur le littoral varois pour les faire remonter aux services de l'Etat;
- Développer un réseau d'experts sur les sujets littoraux et maritimes





# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

Les maires et délégués des 28 communes réunies au sein du SCLV se réunissent régulièrement pour travailler et échanger sur les sujets littoraux et maritimes. Au cours de l'année 2022, le SCLV s'est réuni à 6 reprises.

## - 5 RÉUNIONS ORGANISÉES EN 2022

- Jeudi 3 mars 2022 au Lavandou
- Mardi 29 mars 2022 à Roquebrune sur Argens
- Mardi 10 mai 2022 à l'Université de Toulon/La Garde
- Jeudi 11 août 2022 au Lavandou (réunion annuelle)
- Lundi 28 novembre 2022 à Saint-Tropez

## - 1 EXERCICE DE DÉPLOIEMENT DU BARRAGE ANTIPOLLUTION

- Mardi 17 mai 2022 à Port-Cros





# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

3 mars 2022



Suite à la diffusion de cartes prospectives sur l'évolution du trait de côte sur le littoral français, réalisées par le CEREMA et le BRGM sans concertation avec les communes littorales, et sans prise en compte des travaux déjà réalisés sur le littoral varois, le SCLV s'est réuni en urgence afin d'échanger en visioconférence avec l'ANEL, le Ministère de l'écologie et la Préfecture du Var.

Lors de cette réunion, une motion demandant le gel du vote des communes du littoral varois pour l'élaboration du décret fixant la liste des communes concernées par l'érosion côtière a été adoptée.

## MOTION DEMANDANT LE GEL DU VOTE DES COMMUNES DU LITTORAL VAROIS POUR L'ELABORATION DU DECRET FIXANT LA LISTE DES COMMUNES CONCERNEES PAR LE REcul DU TRAIT DE COTE

« La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets prévoit de nouvelles dispositions à propos du recul du trait de côte. La stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte élaborée en 2012 et actualisée en 2017 a mis l'accent sur la mise en œuvre de solutions durables pour préserver le littoral et assurer la sécurité des personnes et des biens (stratégie élaborée dans les conditions de l'article L. 321-13A du Code de l'environnement).

Il fallait donc pour le Gouvernement décliner au niveau local la stratégie nationale. Dans ce contexte, la loi du 22 août 2021 prévoit de faire élaborer par les communes figurant sur une liste nationale, une cartographie des évolutions du trait de côte selon des critères homogènes (les mêmes de la côte d'opale à la Cote d'Azur).

Il s'agit des communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydro sédimentaires entraînant l'érosion du littoral. Cette liste est élaborée en tenant compte de la particulière vulnérabilité de leur territoire au recul du trait de côte, déterminée en fonction de l'état des connaissances scientifiques résultant notamment de l'indicateur national de l'érosion littorale mentionné à l'article L. 321-13 du Code de l'environnement et de la connaissance des biens et activités exposés à ce phénomène. Cette liste est établie après consultation des conseils municipaux des communes qu'il est envisagé d'y faire figurer.

Dans ce cadre, par lettre du 9 décembre 2021, Monsieur le Préfet du Var a invité les communes à faire délibérer leurs conseils municipaux pour donner un avis sur l'inscription sur cette liste.



L'Etat demandait aux communes de s'engager sans qu'elles disposent des éléments de diagnostic préalable leur permettant de rendre un avis éclairé et SANS connaître les garanties financières qui seront apportées par l'Etat pour mettre en œuvre le projet de relocalisation des zones concernées par le recul du trait de côte.

Les conseils municipaux des communes adhérentes de notre syndicat ont délibéré afin de voter l'inscription sur la liste des communes concernées par le recul du trait de côte. Cette délibération avait pour objectif d'initier une concertation avec l'Etat permettant d'aboutir à une cartographie précise de chaque commune, prenant en compte les spécificités de notre littoral, déterminant les zones concernées par le recul du trait de côte. Ce travail de cartographie devait aboutir à définir une stratégie locale de gestion du trait de côte concertée entre l'Etat et les communes.

Contre toute attente, alors que la majorité des communes avaient délibéré, le CEREMA a publié une cartographie globale de l'ensemble du littoral déterminant des zones prétendument concernées par le recul du trait de côte. Cette cartographie, réalisée unilatéralement par le CEREMA, détermine très précisément des bâtis existants dans des zones identifiées comme étant concernées par le recul du trait de côte, et prévoit des effacements d'ouvrages contrairement au dispositif offert par L.321-16 du Code de l'environnement.

Pire encore, cette cartographie largement diffusée et librement accessible, est susceptible de constituer un porter à connaissance qui s'imposera aux communes dans la gestion de leur politique en matière d'urbanisme.

Il semblerait que cette cartographie ait été effectuée à partir d'études nationales appliquant le même taux d'augmentation du niveau de la mer sur l'ensemble du littoral (de la côte d'Opale à la côte d'Azur). Il est évident que notre littoral n'est pas soumis aux mêmes phénomènes que ceux identifiés sur la façade atlantique. De la même manière, la question ne se pose pas dans les mêmes termes sur l'ensemble de notre littoral varois.

Il est impératif que le CEREMA procède à une revue de la cartographie d'ores et déjà publiée en se concertant avec chaque commune. Il n'est pas pensable qu'un tel travail soit effectué sans concertation avec nos communes.

Notre syndicat a pleinement conscience du réchauffement climatique et de ses conséquences sur la montée des eaux. A ce titre, chaque commune est favorable à effectuer des études techniques pour aboutir à une cartographie basée sur des données scientifiques irréfutables et adaptées à notre littoral. Ce travail doit être effectué en concertation avec les communes. Il s'agit précisément de l'esprit de l'article 239 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et de l'amendement porté par le Président RAPIN.

En conséquence, notre syndicat a voté au cours de sa séance extraordinaire du 3 mars 2022, à l'unanimité, une motion indiquant que le vote de chaque commune varoise ayant fait part de l'avis favorable de leurs conseils municipaux pour s'inscrire sur la liste des communes concernées par le recul du trait de côte serait gelé. »



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

**29 mars 2022**

Dans la continuité des échanges avec l'Etat sur le décret portant sur le recul du trait de côte, le SCLV a travaillé sur la mise en place des Stratégies Locales de Gestion Intégrée du Trait de Côte (SLGITC).

---

## En bref :

La stratégie locale de gestion intégrée du trait de côte (SLGITC) est un outil stratégique qui contribue à mettre en œuvre des principes de protection du milieu littoral et de gestion intégrée et concertée des activités, au regard de l'évolution de du trait de côte et du risque qui en découle.

Elle comprend notamment :

- des mesures favorisant l'information du public sur le risque de recul du trait de côte ;
- et des objectifs en matière de connaissance et de protection des espaces naturels, considérant la contribution des écosystèmes côtiers à la gestion du trait de côte.

Cette stratégie peut être élaborée par les collectivités territoriales ou leurs groupements compétents en matière de défense contre les inondations et contre la mer.

En particulier, une SLGITC faisant l'objet d'une convention spécifique peut être initiée par les communes identifiées comme impactées par le recul du trait de côte, préalablement à la mise en œuvre de certaines mesures dédiées à l'exposition au recul du trait de côte et l'adaptation consécutive des documents d'urbanisme sur ces territoires.

Cette convention est conclue avec l'État et, selon les cas, avec les collectivités territoriales et groupements concernés. Elle liste les moyens techniques et financiers mobilisés par l'État et les collectivités territoriales pour accompagner la gestion du trait de côte.

*Source cerema.fr*





Egalement à l'ordre du jour de cette réunion :

- Adoption du Compte Administratif 2021 et du Compte de Gestion 2021
- Adoption du Budget Primitif 2022
- Préparation des réunions de travail avec l'Université de Toulon et l'IFREMER
- Contentieux plagistes : une motion a été prise.

## **MOTION DE SOUTIEN POUR LA COMMUNE DE SAINT-CYR-SUR-MER**

Les Délégations de Service Public régissant l'exploitation des bains de mer connaissent une multiplication des recours administratifs et indemnitaires qui exposent les Maires chargés de les diligenter et les Communes qui sont condamnées à de lourdes réparations de préjudices financiers.

Récemment, la Commune de Saint-Cyr-sur-Mer, qui avait pourtant pris le soin d'encadrer sa procédure de Cabinets Experts, s'est vue mise en échec dans l'attribution des sous-concessions d'exploitation, et dans l'incapacité d'ouvrir des lots de plage ou condamnées à dédommager des candidats évincés par les commissions d'attribution, en fonction d'une "rupture d'égalité de traitement" voire d'un "favoritisme".

Il apparaît que les multiples angles d'attaques ouverts par les multi-critères des cahiers des charges sont à l'origine de ces développements contentieux, qui exposent les élu(e)s à des condamnations reposant sur l'appréciation de critères subjectifs.

C'est pourquoi, les Maires et les élu(e)s du Syndicat des Communes du Littoral Varois S'INQUIETENT des problématiques rencontrées dans la pratique des Délégations de Service Public et des contraintes administratives lourdes et complexes.

SOUTIENNENT la Commune de Saint-Cyr-sur-Mer face aux recours contentieux soulevés à l'occasion de la dévolution des sous-traités d'exploitation des lots de plage.

SOLLICITENT l'aide de l'ANEL pour intervenir auprès des services de l'Etat afin de renforcer la protection juridique des Maires et des élu(e)s face aux attaques judiciaires et de mieux définir les critères d'attribution dans leur hiérarchisation ou leurs natures.

DIT que cette motion sera adressée à Monsieur le Préfet du Var et à Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var.



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

10 mai 2022



Le 10 mai 2022, lors d'une rencontre « vision, stratégie et grands projets de l'Université à l'horizon 2030 », Xavier Leroux, Président de l'Université de Toulon et Gil Bernardi, Président du SCLV, ont signé une convention de partenariat pour des coopérations de recherche, de formation et de diffusion.



L'Université de Toulon est le schéma manquant dans les ressources du Syndicat. Il nous manquait une étape : la science, le savoir et la connaissance du terrain.



Gil BERNARDI



La convention de partenariat avec le Syndicat des Communes du Littoral Varois engage une démarche qui replacera la recherche et la formation universitaire au service de la prise de décision et de l'action publique.



Xavier LEROUX



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

## Partenariat entre le SCLV & l'Université de Toulon

L'Université est un levier important de développement économique, social et culturel du territoire, et l'action des collectivités territoriales est l'un des moteurs du développement de l'Université.

Dans le cadre de ses activités, l'Université assure notamment des missions dans le domaine de la formation initiale et continue ; de la recherche scientifique et technologique, de la diffusion et la valorisation de ses résultats au service de la société ; et dans le domaine de la diffusion de la culture humaniste, en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle.

L'UTLN et le SCLV conviennent d'associer leurs initiatives et leurs moyens pour favoriser le développement de leurs relations dans les domaines techniques, technologiques, pédagogiques, scientifiques et industriels.

Elles déclarent leur volonté de conclure une convention cadre de partenariat aux fins de formaliser cette coopération, renforcer leurs échanges et garantir la cohérence et le suivi des différentes actions de collaboration qui en découlent.

### Les engagements des parties

Les parties se concertent mutuellement afin de mettre à disposition un interlocuteur privilégié du côté de l'UTLN ainsi que du côté du SCLV. Chaque partie s'engage à apporter son concours, son expertise et/ou ses moyens, au bénéfice des actions définies dans la convention.

### Les engagements du SCLV

1. Autoriser la publication de productions scientifiques et/ou grand public en lien avec une action.
2. Apporter son conseil pour la mise en place d'événements en relation avec une action.
3. Participer à la production de supports dans le cadre de la communication d'une action.

### Les engagements de l'Université de Toulon

1. Accompagner les membres du SCLV en amont, pendant et à la fin d'un projet pour apporter son expertise
2. Favoriser la mobilisation des chercheurs de l'UTLN pour mener une action d'intérêt commun.
3. Réaliser un bilan de l'étude au terme de l'action.



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

## Partenariat entre le SCLV & l'Université de Toulon

### Le Comité de pilotage

Le comité de pilotage défini par la convention veille au bon fonctionnement de la collaboration et à son développement. Le comité de pilotage est constitué pour chaque partie de trois membres de droit ou de leurs représentants désignés.

### Les membres de droit du SCLV

- François De Canson, vice-président du SCLV, vice-président de la Région Sud-PACA, maire de La Londe
- Philippe Barthélemy, vice-président du SCLV, maire de Saint-Cyr-sur-mer
- Magali Turbatte, vice-présidente du SCLV, adjointe au maire de Toulon

### Les membres de droit de l'Université de Toulon

- Le Président de l'Université de Toulon ou son représentant
- Le vice-président de la commission de recherche ou son représentant
- Une personne qualifiée choisie par le Président de l'Université en fonction des sujets

Convention complète en annexe du rapport d'activités



*Visite des laboratoires de recherche et démonstration au coeur de SeaTech. SeaTech s'ancre dans la stratégie globale de recherche développée à l'Université de Toulon, à travers les axes « Mer, Environnement, Développement durable » et « Informations ».*



L'Université obtient des résultats efficaces pour des problèmes environnementaux qui sont les nôtres. Le littoral est menacé mais de nombreuses solutions existent. Gil Bernardi fait énormément pour le SCLV, et l'université de Toulon, active sur notre territoire est un rayonnement en matière de recherche et de développement.



Philippe BARTHELEMY



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

17 mai 2022

Exercice de déploiement  
du barrage antipollution du SCLV





# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

## Lutte antipollution & sécurité en mer

### Un dispositif pour protéger la mer

Stockés dans les ports du Lavandou et d'Hyères, les barrages antipollution du SCLV peuvent être déployés en moins de 5 minutes et sont à la disposition de toutes les communes membres. Grâce à ce dispositif, un port peut-être fermé très rapidement en cas de pollution. Modulable par tronçons, le barrage peut s'étendre sur 330 mètres.



Plan du déploiement du barrage lors de l'exercice du SCLV du 17 mai 2022 à Port-Cros.

### ZOOM SUR POLMAR



POLMAR (POLlutions MARines) est un dispositif créé en France après la marée noire du Torrey Canyon en 1970. C'est avec la catastrophe de l'Amoco Cadiz sur les côtes de Bretagne en 1978, que les moyens de lutte se sont matérialisés dans des plans POLMAR apparus à cette occasion. Le littoral français a été marqué par deux autres crises majeures de pollutions accidentelles par hydrocarbures avec les marées noires liées aux naufrages de l'Erika en 1999 et du Prestige en 2002.

Depuis, le dispositif a évidemment beaucoup évolué pour s'adapter aux changements des organisations et des menaces. Ainsi depuis 2005, le dispositif POLMAR est rattaché à l'Organisation de la Réponse de Sécurité civile (ORSEC), qui est le tronc commun de tous les plans d'urgence.

Nous intervenons également sur des petites pollutions comme des fuites de bateaux et nous avons les moyens pour agir rapidement.

Nous proposons des formations en collaboration avec LE CEDRE qui est un organisme de qualité.



Isabelle TERRIER,  
DDTM du Var

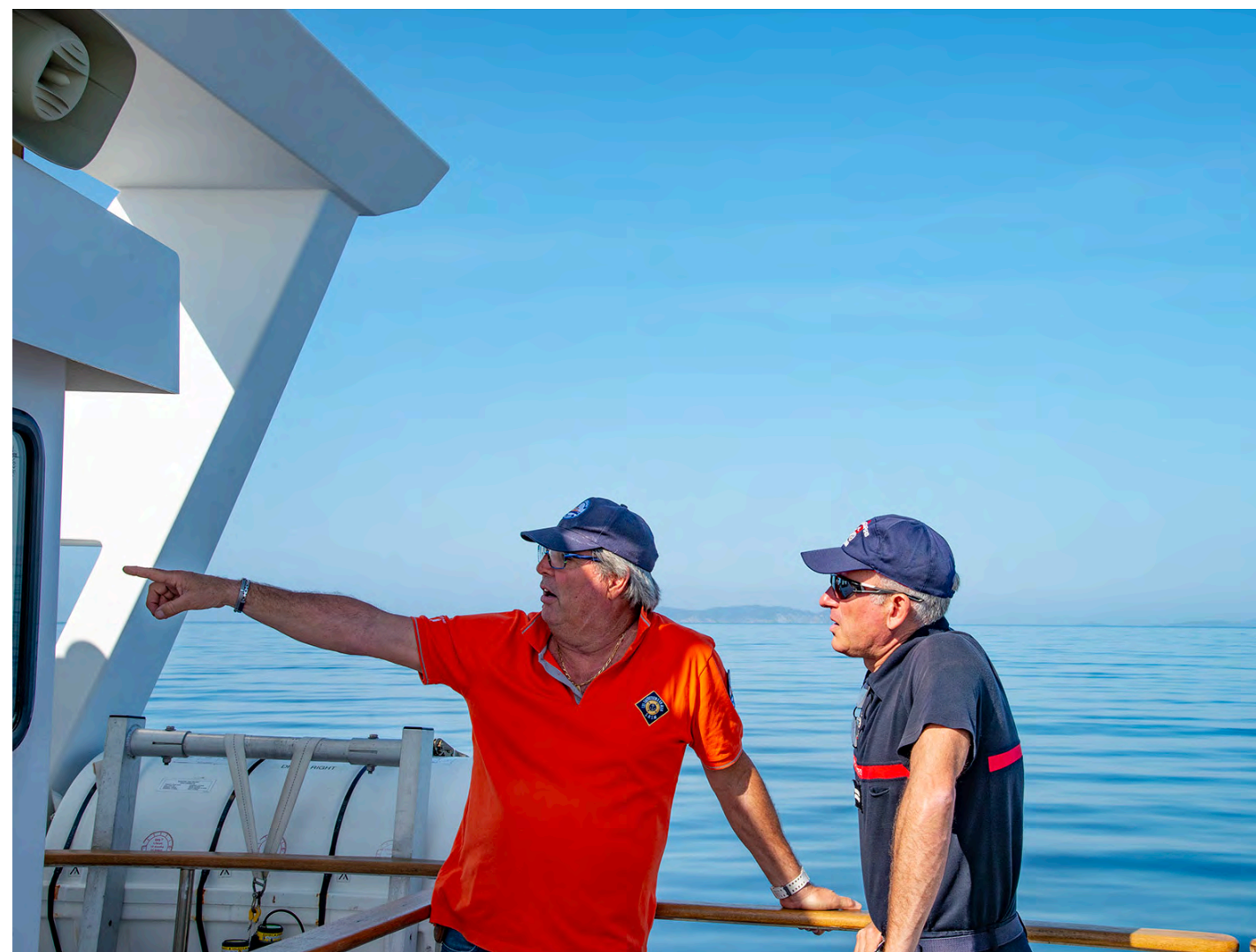
# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

## Lutte antipollution & sécurité en mer

### Sécurité en mer

**Pollution, accidents, noyades... les différents aspects de la sécurité en mer sont régulièrement évoqués avec les acteurs de terrain.**

- CRS/MNS
- SNSM
- Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS)
- DDTM
- PRÉFECTURE MARITIME



*Eric Delys de la SNSM et le lieutenant Piano du CSI de Bormes Le Lavandou en mer lors de la réunion du SCLV du 17 mai 2022. Aux côtés des CRS-MNS et de la DDTM, ils ont échangé avec les élus sur leurs missions pour assurer la sécurité en mer.*



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

**11 août 2022**

Chaque année au mois d'août, le SCLV a l'honneur de recevoir les hautes autorités de l'Etat dans le Département lors de la réunion annuelle qui se tient au Lavandou. Ce temps de travail privilégié permet d'échanger sur les sujets d'actualité qui touchent le littoral varois et le domaine maritime ainsi que sur les problématiques que les Communes du SCLV ont pu rencontrer au cours de l'année.





# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

11 août 2022

Monsieur le Préfet,

Au nom de l'ensemble des élus du littoral Varois, je tiens à vous remercier de votre présence, de votre écoute auprès de nos communes durant la crise sanitaire, ainsi que de celle des représentants de la Préfecture maritime, de vos plus proches collaborateurs – Mme la sous-préfète et M. le secrétaire général – et de vos chefs de service.

Je salue également la présence de M. Frédéric Cuvillier, ancien Ministre, Maire d'un petit port de pêche, le plus septentrional du périmètre de notre syndicat.

Cette réunion annuelle nous permet d'échanger sur des sujets majeurs pour la préservation et la valorisation de notre littoral, de poser les jalons du travail que nous conduisons chaque année hors période estivale, et d'harmoniser nos stratégies, à la fois locale pour une adaptation des enjeux à nos territoires, et nationale pour répondre aux défis du changement climatique, qui ne connaît pas de frontière entre les départements ni les régions.

Au premier registre de ces préoccupations, l'érosion côtière, pour la première fois inscrite dans un texte législatif et qui selon l'article 237 de la loi Climat et Résilience du 22 août

2021 nous permet désormais de déployer, de concert avec l'Etat, des stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte dans lesquelles figurent les ouvrages de défense contre la mer.

Les élus locaux travaillent depuis longtemps sur ce sujet complexe qui touche à la fois l'environnement, l'économie, l'urbanisme, mais aussi tout "l'art de vivre" de notre département ... Nous sommes prêts à partager nos travaux et nos retours de terrain pour que le Var, premier département touristique de France, après Paris, demeure un territoire aux mille richesses. Un territoire préservé pour nos enfants, et leurs enfants après eux ...

Cette volonté de préservation d'un littoral unique, s'est aussi traduite par l'adhésion des élus du syndicat à l'arrêté préfectoral d'interdiction des mouillages des navires de 24 m dans les herbiers de Posidonie, et devrait se poursuivre par l'aide l'Etat, je l'espère, pour le déploiement des Zones de Mouillages et d'Equipements Légers qui réguleront les ancrages, quelle que soit la dimension des navires, et permettront d'accueillir la grande plaisance, aujourd'hui accompagnée par la mise en place de coffres dans les Alpes-Maritimes notamment.

## INTRODUCTION DE GIL BERNARDI

Mais encore, le partage de cette ambition commune, offrira de nouvelles perspectives à la recherche grâce au partenariat que notre syndicat a développé avec l'Université de Toulon. Et grâce aux initiatives, que les communes expérimentent sur leurs côtes, avec le précieux soutien du Département du Var et de la Région Sud.

Innover, expérimenter, aider la recherche, pour adapter les littoraux au changement climatique, mais aussi aux évolutions de la société ... tout cela est possible pour peu que nous conjuguions nos différentes compétences, que nous réunissions les talents qui émergent dans des entreprises toujours plus pointues, et que nous travaillions en bon intelligence, à tous les échelons, avec un seul objectif : préserver le littoral varois.

Et après avoir remercié de votre écoute et de votre présence qui nous honore, une question directe, M. le Préfet, **quand est-ce que nous signons la convention avec l'Etat pour définir nos stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte ... ?**



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

11 août 2022

## La réponse de M. Le Préfet du Var

« Compte-tenu des enjeux considérables pour le territoire, il conviendra de définir au préalable des stratégies avant la signature de ladite convention. »

## GESTION DES BANQUETTES DE POSIDONIE



Chaque commune littorale est confrontée, de façon variable, à la problématique de l'incompatibilité de la présence des banquettes de Posidonie avec les enjeux touristiques. La bonne santé de l'économie du sable passe par l'attractivité qui n'est pas favorisée aux yeux de beaucoup par la présence de la Posidonie sur les plages en période estivale.

L'enlèvement, le stockage temporaire ou définitif, et le cas échéant la remise en place initiale relèvent de procédures régies par les articles R214-1 et suivants du code de l'environnement. Une plaquette a été éditée par la DREAL PACA et la Région SUD-PACA afin d'accompagner les Communes dans la gestion de cette problématique.

La philosophie générale en la matière repose sur le triptyque suivant :

- La Posidonie doit être laissée in situ, dès lors que sa présence contribue fortement à la lutte contre l'érosion côtière ;
- Exceptionnellement, elle peut être déplacée, mais le plus tard possible et de préférence manuellement ; dans ce dernier cas, les options suivantes sont offertes :

1. Les banquettes peuvent être étalées par ratissage manuel;
2. Étalées en haut de plage de façon linéaire sur un espace non végétalisé;
3. Déplacées sur une partie de plage soumise à érosion ou moins fréquentée;
4. Recouvertes par du sable (millefeuille);
5. Déplacées vers une autre plage soumise à érosion (gestion mutualiste et cohérente entre plusieurs plages de plusieurs communes);
6. Repoussées en mer directement depuis la plage;
7. A titre expérimental : immergées / clapées en mer.

# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

11 août 2022

## LOI CLIMAT & RÉSILIENCE : RECOURS DE L'ANEL ET DE L'AMF

Dans la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, 15 articles (numérotés de 236 à 250) portent sur la gestion de l'érosion côtière. La loi introduit une évolution de la gestion de l'érosion côtière, tournée vers le réaménagement du littoral et l'intégration du recul du trait de côte dans la planification de l'urbanisme.

Le 6 avril dernier, le Gouvernement a adopté l'ordonnance relative à l'"aménagement durable des territoires littoraux exposés au recul du trait de côte" prévue par l'article 248 de la loi Climat et Résilience. Elle s'applique aux 126 communes de métropole et d'outre-mer listées dans le décret du 29 avril 2022, consultées à la hâte et sans véritable information sur le diagnostic de leur exposition à l'érosion littorale, ni sur les servitudes d'inconstructibilité auxquelles elles seront soumises, ni sur le financement futur des mesures.

Ce manque de concertation, la non prise en compte des ouvrages de protection contre la mer et le manque de moyens et d'outils nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions ont conduit l'ANEL et l'AMF à déposer un recours devant le Conseil d'Etat.

Pour rappel, ce manque de concertation comme la publication de cartes locales d'exposition au recul du trait de côte du Ministère - Géollitoral - sans consultation préalable des communes, avait conduit les communes du SCLV à retirer leur délibération pour figurer dans le décret fixant "les communes dont l'action en matière d'urbanisme et la politique d'aménagement doivent être adaptées aux phénomènes hydro sédimentaires entraînant l'érosion du littoral".

*(Voir motion du 3 mars 2022)*

## LOI CLIMAT & RÉSILIENCE : PERSPECTIVES A 30/100 ANS

Le 28 avril 2022, le Ministère de la transition écologique a transmis à l'AMF le guide "recommandations pour l'élaboration de la carte locale d'exposition au recul du trait de côte" élaboré par le CEREMA et le BRGM. Dans ce guide de 102 pages, complexe à interpréter puisqu'il ne définit pas de méthodologie propre, on peut trouver de nouveaux indicateurs à l'horizon 30-100 ans à prendre en compte :

Valeurs par défaut sur une base de 2022 les évaluations du niveau de la mer suivantes :

- A l'horizon 30 ans, la valeur de +20cm est recommandé.
- A l'horizon 100 ans, la valeur de +60 cm sera utilisé pour le scénario médian et la valeur +100 cm, pour le scénario "sécuritaire".

Pour initier le travail de projection, puis de cartographie des traits de côte, il est proposé d'établir les scénarios suivants :

- Un scénario "médian", représentant un traitement des données considéré comme "classique" dans les travaux de projection du trait de côte.
- Un scénario "sécuritaire" visant à explorer l'effet d'hypothèses et d'approches qui maximise le recul du trait de côte.



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

11 août 2022

## PROTECTION DES HERBIERS DE POSIDONIE & ZMEL COFFRES D'AMARRAGE POUR LA GRANDE PLAISANCE

---



Afin de protéger l'herbier de Posidonie, les Communes souhaitent poursuivre le déploiement des dispositifs de Zones de Mouillages et d'Equipements Légers (ZMEL) et la pose de coffres d'amarrage pour la grande plaisance. Qu'en est-il des coffres que nous souhaitons installer dans le Var pour accueillir la grande plaisance ? Peut-on espérer découpler la pose de ces coffres au projet global de ZMEL lorsque c'est prévu ? Comme à Ramatuelle ou au Lavandou, afin d'apporter une solution rapide aux navires qui ne peuvent pas plus mouiller aujourd'hui.

Les services de l'Etat souhaitent rationaliser le sujet :

1. Ne pas chasser tous les plaisanciers quelle que soit la taille des embarcations
2. Éviter de privatiser la mer
3. L'implantation des coffres sera travailler en fonction des urgences.

Six coffres ont été posés dans les Alpes-Maritimes pour faciliter l'escale des navires de croisière. L'installation de ces coffres s'inscrit dans une réflexion globale avec les Collectivités.



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

**11 août 2022**

## INNOVATIONS EN MER ET EXPÉRIMENTATIONS SUR LE LITTORAL : SOLUTIONS BIOMIMÉTIQUES, BOUÉES CONNECTÉES, PLAGES SANS POUBELLES

Soucieuses d'apporter des solutions aux problématiques rencontrées sur le littoral, et de suivre les évolutions, les Communes expérimentent différentes techniques, tantôt basées sur la nature (solution biomimétique), sur les nouvelles technologies (bouées connectées), sur les changements de comportements (plages sans poubelle) ... qui peuvent inspirer d'autres Communes.

Au fil des différentes revues de presse, nous avons établi une liste, non exhaustive, des initiatives déployées par les Communes.



### PRÉSENTATIONS FAITES LORS DE LA RÉUNION DU 11 AOÛT 2022

1. Bouées connectées à Cavalaire-sur-Mer : intervention de M. Marc-Emmanuel QUIROUARD-FRILEUSE, Directeur de la SPL Port HERACLEA.
2. Renforcement d'un ouvrage en mer (plage de la Croisette à Sainte-Maxime) avec le procédé GÉOCORAIL : Intervention de Vincent MORISSE, maire de Sainte Maxime.
3. Gestion des plages sans poubelle, développée à Saint-Cyr-sur-Mer et à La Croix-Valmer : intervention de Philippe BARTHELEMY, maire de Saint Cyr sur Mer, vice-Président du SCLV (*lire la revue de presse ci-après*).

# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

**28 novembre 2022**



Lors de cette réunion, en présence de M. Lefebvre, Directeur Départemental Adjoint des Territoires et de la Mer, la question des ouvrages de défense contre la mer était au cœur des priorités.

Gil Bernardi a pointé que les Communes avancent lentement dans la gestion de l'érosion côtière car les services de l'Etat freinent l'instruction des demandes d'installation de récifs, type brise-houle.

Un blocage induit par la règle du 0,1% d'artificialisation du littoral définie dans le Document Stratégique de Façade (DSF).

## **MOTION ADRESSÉE AU CONSEIL MARITIME DE FACADE POUR DEMANDER DE MODIFIER LE PRINCIPE « ZERO ARTIFICIALISATION NETTE DU LITTORAL »**

Lors de la dernière séance du Syndicat des Communes du Littoral Varois (SCLV), qui s'est tenue à Saint-Tropez, lundi 28 novembre 2022, les maires et délégués du littoral varois ont demandé aux services de l'État, de :

1/ Tenir compte des spécificités de la façade maritime varoise pour l'adaptation de l'Art. 237 de la loi Climat et Résilience aux secteurs anthropisés de la côte, qui ne peuvent mettre en œuvre la stratégie de recul.

2/ Prendre en considération les études déjà réalisées par la plupart des Communes, des expérimentations positives conduites, comme des volontés d'expérimentations dans les stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte.

3/ Assouplir la doctrine du « 0,1% d'artificialisation nette » dans le document stratégique de façade par le maintien ou la complétude des ouvrages destinés à stabiliser le trait de côte.

4/ Adapter l'engagement de la charte « zéro plastique » par une vision (avantage / coût), en excluant les solutions innovantes de tubes géotextiles, souples et réversibles, d'ouvrages biomimétiques et de récifs en géo-corail, du dispositif retenu.

5/ Accélérer les procédures de délivrance des autorisations au cas par cas en privilégiant le suivi des expérimentations retenues pour les secteurs d'enjeux environnementaux forts, tels que les herbiers de Posidonie.



# LES RÉUNIONS DU SYNDICAT

**28 novembre 2022**

## L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MARITIME DU 16 JUIN 2022 RÉGLEMENTANT LA DURÉE DES MOUILLAGES

---

L'Arrêté Préfectoral n°177/2022 du 16 juin 2022 réglemente la durée du mouillage des navires dans les eaux intérieures et territoriales Françaises de Méditerranée. Les dispositions de cet arrêté expliquées par Ornella VALLS, Commissaire de la Préfecture Maritime en Méditerranée :

-> Des constats doivent être dressés par la Police Municipale sur 72h avant de mettre en demeure le propriétaire du bateau. A la charge de la Commune de faire retirer l'épave en prenant attache auprès de la filière de déconstruction des bateaux de plaisance : l'APER.

Même si l'application de cet arrêté semble compliquée pour les élus du littoral, Gil Bernardi souligne « la grande avancée » pour les communes confrontées aux échouages sur leurs côtes. Cette nouvelle réglementation permet de mettre en oeuvre des actions immédiates lorsqu'un bateau est laissé sans surveillance l'hiver.



*Photo d'illustration Var-matin, échouage à la Seyne-sur-Mer*

# RAPPORT FINANCIER - COMPTE ADMINISTRATIF 2022

## SYNDICAT DES COMMUNES DU LITTORAL VAROIS

Siège social : Mairie du Lavandou – 83 980 LE LAVANDOU

Tél : 04 94 05 15 70 – Fax : 04 94 71 55 25

### NOTE DE PRESENTATION – COMPTE ADMINISTRATIF 2022

Les articles L-2313, L-3313 et L-4313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoient qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles, est annexée au budget primitif ainsi qu'au compte administratif.

#### La section de fonctionnement

##### Analyse de l'évolution des dépenses 2018 - 2022

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Chapitre 011</b>	11 423,81 €	8 217,40 €	8 584,58 €	15 631,11 €	34 499,13 €
<b>Chapitre 012</b>	3 444,13 €	3 520,43 €	1 998,26 €	0 €	0 €
<b>Chapitre 65</b>	32 490,90 €	30 971,23 €	27 664,80 €	32 795,05 €	31 641,35 €
<b>Autre chapitre</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>47 358,84 €</b>	<b>42 709,06 €</b>	<b>38 247,64 €</b>	<b>48 426,16 €</b>	<b>66 140,48 €</b>

En dépenses, le total réalisé s'élève à 66 140,48 € contre 48 426,16 € euros en 2021.

##### Analyse de l'évolution des recettes 2018 - 2022

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Chapitre 74 et autres</b>	52 862,09 €	53 217,71 €	53 311,19 €	55 081,80 €	56 715,11 €
<b>002 Résultat reporté</b>	11 185,60 €	16 688,85 €	27 198,12 €	42 261,67 €	48 917,31 €
<b>TOTAL</b>	<b>64 047,69 €</b>	<b>69 907,18 €</b>	<b>80 509,31 €</b>	<b>97 343,47 €</b>	<b>105 632,42 €</b>

Les recettes de fonctionnement sont stables sur la période, constituées exclusivement de la participation annuelle des 28 communes membres et du report du résultat. On constate une augmentation en raison de l'excédent reporté qui progresse depuis deux années.

#### La section d'investissement

De par son objet, le Syndicat a très peu de mouvements budgétaires en section d'investissement.

##### Analyse de l'évolution des dépenses 2018 - 2022

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Chapitre 21</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>001 Résultat reporté</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

##### Analyse de l'évolution des recettes 2018 - 2022

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>001 Résultat reporté</b>	3 962 €	3 962 €	3 962 €	3 962 €	3 962 €
<b>TOTAL</b>	<b>3 962 €</b>	<b>3 962 €</b>	<b>3 962 €</b>	<b>3 962 €</b>	<b>3 962 €</b>

Le compte administratif 2022 fait apparaître un résultat d'exploitation et un solde d'exécution d'investissement excédentaires.

Le résultat 2022 sera reporté au budget primitif 2023 lors de son vote qui interviendra lors de la même séance :

- A la ligne budgétaire R. 002 « Résultat d'exploitation reporté » 39 491,94 €
- A la ligne budgétaire R. 001 « Solde d'exécution N-1 » 3 962,00 €

Compte-administratif 2022  
en annexe du rapport  
d'activités



# LE FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

Un réseau pour la mer et le littoral

**28 COMMUNES MEMBRES  
AU SEIN DU SCLV**

**56 ÉLUS AU SCLV**

**1 COLLÈGE  
D'EXPERTS**

**DES CONSEILLERS  
DÉPARTEMENTAUX  
RÉGIONAUX  
DES DÉPUTÉS  
DES SÉNATEURS**

**QUI  
COLLABORENT  
AVEC**

**L'ANEL  
L'IFREMER  
L'UNIVERSITÉ DE TOULON  
LE CEREMA  
LE BRGM**

....

**ET  
TRAVAILLENT  
AVEC**

**LA PRÉFECTURE DU VAR  
LA DDTM  
LA PRÉFECTURE MARITIME  
LA DIRM  
LE CMF**

...

# LE FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

## LES ÉLUS DU SYNDICAT

**Gil BERNARDI**  
Président  
(Le Lavandou)

**François DE CANSON**  
Vice-Président  
(La Londe-les-Maures)

**Philippe BARTHELEMY**  
Vice-Président  
(St-Cyr/Mer)

**Magali TURBATTE**  
Vice-Présidente  
(Toulon)

**Isabelle MONFORT**  
Vice-Présidente  
(Hyères)

**Solange CHIECCHIO**  
Vice-Présidente  
(La Valette du Var)

**Nicolas MARTY**  
Vice-Président  
(St-Raphaël)

**Kader MERIMECHE**  
Vice-Président  
(Roquebrune/Argens)

**Thomas MICHEL**  
Vice-Président  
(Le Pradet)

**Michel PERRAULT**  
Vice-Président  
(St-Tropez)

**Philippe LEONELLI**  
Vice-Président  
(Cavalaire)

**Jacques BARDET**  
Délégué  
(Bandol)

**Roger COQUIN**  
Délégué  
(Bandol)

**André DENIS**  
Délégué  
(Bormes-les-Mimosas)

**Daniel MONIER**  
Délégué  
(Bormes-les-Mimosas)

**Arnaud LATIL**  
Délégué  
(Carqueiranne)

**Antoine FOGU**  
Délégué  
(Carqueiranne)

**Olivier CORNA**  
Délégué  
(Cavalaire)

**Marc-Etienne LANSADE**  
Délégué  
(Cogolin)

**Gilbert UVERNET**  
Délégué  
(Cogolin)

**Pascale DALET AUGIER**  
Déléguée  
(Collobrières)

**Liliane DETERM**  
Déléguée  
(Collobrières)

**Jean-Louis BARBIER**  
Délégué  
(Fréjus)

**Ariane KARBOWSKI**  
Déléguée  
(Fréjus)

**Florence BEC**  
Déléguée  
(Gassin)

**Grégory HERMELIN**  
Délégué  
(Gassin)

**Viviane BERTHELOT**  
Déléguée  
(Grimaud)

**Natacha SARI**  
Déléguée  
(Grimaud)

**Jean-Luc BRUNEL**  
Délégué  
(Hyères)

**Catherine HURAUT**  
Déléguée  
(La Croix-Valmer)

**Brigitte RINAUDO PINEAU**  
Déléguée  
(La Croix-Valmer)

**Hélène BILL**  
Déléguée  
(La Garde)

**Christian GASQUET**  
Délégué  
(La Garde)

**Jacques BOMPAS**  
Délégué  
(Le Lavandou)

**Jean-Marc ILLICH**  
Délégué  
(Le Pradet)

**Jean PLÉNAT**  
Délégué  
(Le Rayol-Canadel)



# LE FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

## LES ÉLUS DU SYNDICAT

**Bettina DE PONTFILLY**  
Déléguee  
(Le Rayol-Canadel)

**Jean-Jacques DEPIROU**  
Délégué  
(La Londe-les-Maures)

**Nathalie BICAIS**  
Déléguee  
(La Seyne/Mer)

**Joseph MINNITI**  
Délégué  
(La Seyne/Mer)

**Roselyne MOULARD**  
Déléguee  
(La Valette du Var)

**Roland BRUNO**  
Délégué  
(Ramatuella)

**Jean-Pierre FRESIA**  
Délégué  
(Ramatuella)

**Jean-Claude SAVIO**  
Délégué  
(Roquebrune/Argens)

**Gilles VINCENT**  
Délégué  
(St-Mandrier/Mer)

**Annie ESPOSITO**  
Déléguee  
(St-Mandrier/Mer)

**Michel KAIDOMAR**  
Délégué  
(St-Raphaël)

**Christopher LEROY**  
Délégué  
(St-Tropez)

**Frédéric HERBAUT**  
Délégué  
(St-Cyr/Mer)

**Vincent MORISSE**  
Délégué  
(Sainte-Maxime)

**Patrick GUIBBOLINI**  
Délégué  
(Sainte-Maxime)

**Daniel ALSTERS**  
Délégué  
(Sanary/Mer)

**Laurence COCHE-DEGRASSAT**  
Déléguee  
(Sanary/Mer)

**Aurélie CHAMOUX**  
Déléguee  
(Six-Fours)

**Stéphanie CASSAR**  
Déléguee  
(Six-Fours)

**Hubert FALCO**  
Délégué  
(Toulon)



# LE FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

## Les délibérations prises en 2022

N°2022-01	Débat d'Orientations Budgétaires de l'exercice 2022 (réunion SCLV du 3 mars 2022).
N°2022-02	Délibération organisant la télétransmission des actes du SCLV en Préfecture du Var (réunion SCLV du 3 mars 2023).
N°2022-03	Motion demandant le gel du vote des Communes du SCLV pour l'élaboration du Décret fixant la liste des Communes concernées par le recul du trait de côte (réunion du 3 mars 2022).
N°2022-04	Motion de soutien pour la Commune de Saint Cyr sur Mer - Affaires contentieuses - DSP plages (réunion du 29 mars 2023).
N°2022-05	Adoption du Compte Administratif 2021 (réunion du 4 avril 2022).
N°2022-06	Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2021 (réunion du 4 avril 2022).
N°2022-07	Adoption du Budget Primitif 2022 du SCLV (réunion du 4 avril 2022).
N°2022-08	Demande de subvention accordée aux élus locaux auprès de la Région PACA (réunion du 10 mai 2022).
N°2022-09	Désignation d'un nouveau membre délégué titulaire au sein du SCLV - Commune de Saint Cyr sur Mer (réunion du 11 août 2022).
N°2022-10	Installation des délégués au sein du SCLV - Annule et remplace la délibération n°2021-11 du 8 décembre 2021 (réunion du 11 août 2022).
N°2022-11	Fixation des indemnités de fonction attribuées au Président et Vice-Présidents du SCLV - Annule et remplace la délibération n°2020-12 du 16 décembre 2020 (réunion du 11 août 2022).
N°2022-12	Participation aux journées d'études de l'ANEL 2022 - Prise en charge des frais occasionnés par le SCLV (réunion du 11 août 2022).
N°2022-13	Motion sur le sujet 0,1% Artificialisation nette (réunion du 28 novembre 2022).
N°2022-14	Invitation adressée à Monsieur le Président de la République (réunion du 28 novembre 2022).
N°2022-15	Désignation d'un nouveau délégué titulaire au sein du SCLV - Roquebrune-sur-Argens (réunion du 28 novembre 2022).
N°2022-16	Installation des délégués au sein du SCLV - Annule et remplace la délibération n°2022-10 du 11 août 2022 (réunion du 28 novembre 2022).

Les délibérations ont été transmises aux Communes membres du SCLV.

# INFORMATION ET COMMUNICATION

## 1. Le site internet : [sclv.fr](http://sclv.fr)

Depuis 2016, les travaux du SCLV sont accessibles à tous via le site internet : [sclv.fr](http://sclv.fr)

Afin d'informer plus largement le public sur les travaux du SCLV, des améliorations ont été apportées au site internet. Notamment, la mise en ligne :

- Des comptes-rendus des réunions
- Des délibérations
- Des rapports d'activités annuels

## 2. Les publications

Chaque année, le SCLV publie :

- Un rapport annuel sur l'activité du Syndicat
- Des notes d'information

## 3. La revue de presse 2022

Si la plupart des réunions ne sont pas ouvertes à la presse dans la mesure où il s'agit de réunions de travail interne, la presse locale est invitée à suivre les réunions qui comportent un ordre du jour éclairant pour les administrés ainsi que les mises en situation telle que le déploiement du barrage antipollution à Port-Cros. La presse est également invitée lors de la réunion annuelle du SCLV programmée au mois d'août au Lavandou. Des interviews sont aussi données par le Président lors des sujets transversaux qui ont trait aux questions littorales, touristiques et maritimes.

## Les communes du littoral préparées à une pollution

Mardi, une quarantaine d'élus, membres du syndicat des communes du littoral varois s'étaient donné rendez-vous pour un aller-retour à Port-Cros. « Nous voulions tester nos capacités de mobilisation pour faire face à une pollution en mer », résume Gil Bernardi, président du syndicat qui regroupe 28 communes. « C'est important de se créer des rendez-vous de ce type pour ne pas s'assoupir et être toujours prêts à protéger nos côtes », ajoute celui qui est aussi maire du Lavandou. En approchant du rivage de l'île,



**Le syndicat des communes du littoral varois dispose de 1 200 mètres de barrage anti pollution**  
(Photo DR)

les élus ont pu observer comment les barrages antipollution étaient déroulés et utilisés. « Le syndicat dispose de 1 200 mètres de barrage flottant, précise Gil Bernardi. Les trois quarts sont prépositionnés à Hyères et le reste au Lavandou ». Des moyens qui viennent en complément d'autres étatiques en particulier.

Cette demi-journée à Port-Cros a aussi été l'occasion pour les élus de se sensibiliser une nouvelle fois aux questions de sécurité en mer à l'approche de la saison estivale.



# Comment faire face à la montée des eaux

Face à ce phénomène, les communes du littoral varois ne sont pas disposées à laisser faire la nature sans agir. Et réfléchissent à des solutions pour retarder l’inexorable.

Même si la gestion des posidonies sèches, et leur stockage au plus près des plages notamment, ne sont pas sans poser quelques problèmes aux communes du littoral varois, les élus concernés reconnaissent unanimement le rôle primordial de cette plante aquatique : « *En retenant le sable, les posidonies contribuent à la lutte contre l'érosion. Or, que seraient nos communes sans nos plages, sans nos ports ?* » Pour autant, face à la montée des eaux annoncée, les maires des villes adhérentes au Syndicat des communes du littoral varois (SCLV), réunis au Lavandou, ne comptent pas s'en remettre aux seules posidonies pour préserver leurs territoires. Et si le ton était des plus cordiaux, ils l'ont bien fait comprendre au préfet du Var Évence Richard.

Si en la matière, la stratégie nationale semble « *le recul* », certaines communes n'auront d'autre choix que de « *tenir la ligne, avec le déve-*

*loppement ou le maintien d'ouvrages côtiers* », a fait savoir Gil Bernardi, le maire du Lavandou et président du SCLV.

## Deux stratégies s'opposent

C'est d'ailleurs ce que font déjà certains élus. Vincent Morisse, le maire de Sainte-Maxime est de ceux-là. Expérimentant au passage de nouvelles technologies développées en partenariat avec l'Université de Toulon, « *pour renforcer une digue existante, on est en train de reconstituer de la roche à partir des sédiments naturels présents dans l'eau et captés à l'aide d'un courant électrique* ». Et d'insister : « *La doctrine doit évoluer. Si la montée des eaux est indéniable, on ne doit pas se couper de procédés permettant de retarder l'érosion. C'est comme si on disait aux stations de sports d'hiver de ne plus utiliser les canons à neige* ». Bien conscient que deux stratégies s'opposent – la protection



Confrontés à l'indéniable montée des eaux, les élus des communes du littoral varois réfléchissent à la meilleure façon de préserver leurs territoires pour les générations futures.

(Photo doc Var-matin)

avec des ouvrages de plus en plus conséquents et le laisser-faire avec ses conséquences considérables surtout en termes touristiques – Évence Richard a laissé entendre

que la signature, réclamée par les élus, de « *la convention avec l'État pour définir nos stratégies locales de gestion intégrée du trait de côte* » n'était pas pour tout de suite.

## Différenciation entre les façades maritimes

En revanche le dossier sur la prise en compte de l'érosion dans le cadre de la mise en œuvre de la loi Climat et Résilience, qui a donné lieu à un recours de l'Association des maires de France et de l'Association nationale des élus du littoral, devrait très bientôt évoluer. Dénonçant les projections de montée des eaux alarmistes à 30 et 100 ans présentées par le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) – « *jusqu'à 7 mètres !* », rappelle Gil Bernardi – les élus varois réclament une différenciation entre Manche, Atlantique et Méditerranée. Autrement dit une « *boîte à outils adaptée à chaque façade maritime* ». À ce sujet, une réunion de travail avec de nouvelles données du Cerema est programmée mi-septembre.

P.-L. P.  
plpages@varmatin.com



# Ces communes ont testé et adopté la plage sans poubelle

Le retrait des poubelles de plage fait son chemin. Objectif : un littoral plus beau, débarrassé des déchets, qui ainsi ne finissent plus dans la Méditerranée, première gagnante du dispositif.

L'an dernier, au cœur de l'été, la municipalité de Saint-Cyr prenait une décision inédite dans le Var : supprimer les poubelles qui jalonnaient la plage des Lecques. Objectif affiché : réduire les déchets qui débordaient des bacs le sable le long de la promenade rose. Déployé sur quelque 250 mètres de littoral, le dispositif avait alors immédiatement convaincu. Un an plus tard et alors que la fin de la saison 2022 approche, Philippe Barthélémy, le maire de la commune, est toujours aussi enthousiaste. « *On l'a refait pour deux raisons, explique-t-il. D'abord, parce que les résultats étaient encourageants et que ça aurait été dommage de ne pas poursuivre. Mais aussi parce que cette opération montre une bonne image de la ville.* »

## Dans les mains des citoyens

Question de communication donc ? Pas seulement : « *C'est l'occasion de rappeler que la qualité de l'environnement, c'est l'affaire de tous* », lance le premier magistrat saint-cyrien. D'ailleurs, Philippe Barthélémy assure que quand bien même le dispositif n'aurait pas fait ses preuves dès le début, il l'aurait tout de même reconduit. Parce que, dit-il, « *il faut du temps pour que les gens se l'approprient* ». « *C'est dans leurs mains* », assure en écho Olivier Gritti, di-



De part et d'autre du tronçon sans poubelle de la plage des Lecques à Saint-Cyr, les estivants peuvent trier leurs déchets grâce à la mise en place de conteneurs dédiés.

(Photos V. R.)

## Indispensable alternative

Au point, assure le collaborateur du maire de Bormes, qu'« *on voit la différence avec la plage de la Favière* », où ce changement n'a pas encore eu lieu. Alors, même si la configuration de ce site rend la suppression de poubelles de plage et l'installation de points d'apport volontaire en retrait moins commodés, le dispositif devrait y être étendu d'ici à deux ans, en même temps que la réfection de l'amphithéâtre et de

la promenade.

À Saint-Cyr, en revanche, on ne voit pas bien comment aller plus loin dans la suppression des poubelles. « *Il faut que ce soit réalisable techniquement* », insiste Philippe Barthélémy. Il estime en effet qu'« *on ne peut pas enlever quelque chose d'un côté, sans ajouter quelque chose de l'autre* ». Autrement dit, retirer les poubelles des plages nécessite de trouver une solution de substitution. En l'occurrence, l'installation de conteneurs à tri sé-

lectif en arrière-plage. Et comme aucun autre tronçon de plage ne s'y prête, la station balnéaire devrait, pour l'instant, s'en tenir là.

## Généraliser pour habituer

Pourtant d'autres communes ont opté pour une politique plus globale. À La Croix-Valmer, il n'y a ainsi plus aucune poubelle sur aucune plage ! Pour Catherine Huraut, adjointe de Bernard Jobert, maire de la commune, c'était ça ou rien. À l'initiative de

cette mesure en 2021, l'élué délégué à l'environnement estime que « *si on le fait à un endroit et pas à un autre, les gens ne comprennent pas, ne savent plus ce qu'ils doivent faire* ». Alors, à Sylvestre, Gagarou ou au cap Lardier, plus de corbeille de plage. Bien sûr, reconnaît Catherine Huraut, « *il a parfois fallu renforcer le nombre de poubelles installées sur les parkings* ». S'ajuster. Mais quoi qu'il arrive, « *il ne faut pas jeter l'éponge : ça marche ailleurs, pourquoi ça ne marcherait pas ici ?* », lance-t-elle, pour convaincre les responsables des autres communes.

## Créer une norme

« *Il faut qu'ils le fassent, c'est ce vers quoi il faut tendre, insiste-t-elle. D'ailleurs, dorénavant, retirer les poubelles des plages, c'est aussi ce que recommande le Pavillon bleu !* » « *Ce qui est intéressant, renchérit Philippe Barthélémy, c'est de créer une norme, comme celle qui existe dans les espaces naturels, où les poubelles ont toutes été retirées* ». À l'instar de la calanque du Port-d'Alon ou du Parc national de Port-Cros. Or, juge-t-il, sans pour autant en appeler à ses collègues maires, « *on n'en est encore au stade où l'absence de poubelle est la norme* ». Et de laisser planer un espoir : « *Le jour où toutes les villes feront pareil...* »

VIRGINIE RABISSE  
vrabisse@varmatin.com

## À Hyères, on prend finalement « le risque »

Certaines communes parmi les plus récalcitrantes se laissent petit à petit convaincre d'au moins tenter le coup. Ainsi à Hyères, on ne met pas les idées de l'année dernière à la poubelle, mais on affiche une évolution notable. Alors qu'en 2021, la mairie refusait de « *prendre le risque* » d'une suppression des poubelles sur les plages, elle tente l'expérience cette année. Une tentative timide puisqu'elle ne concerne que quelques « *portes sacs* » supprimés sur la plage de la Bergerie (sur le côté est de la presqu'île de Giens). Ils sont remplacés par une benne sur le parking, à une cinquantaine de mètres du sable. « *On va voir ce que ça donne* », explique le maire Jean-Pierre Giran



Le retrait des poubelles de la plage de la Bergerie à Hyères montre que l'idée fait son chemin.

(Photo Frank Muller)

qui assure « *ne pas avoir de doctrine en la matière* » et compte désormais s'afficher optimiste sur un changement des comportements. « *Je veux être dans l'expérimentation*

avec l'espoir que les gens vont se responsabiliser... Même si je ne crois pas que la suppression totale des poubelles soit envisageable. »

P.-H. C.



Sur la plage de Cabasson à Bormes-les-Mimosas, les poubelles sont en retrait depuis deux ans.

(Photo Frank Muller)



# INFORMATION ET COMMUNICATION

## La revue de presse

Grand Sud

nice-matin  
Vendredi 2 septembre 2022

## La Méditerranée victime d'un coup de chaud

Après trois mois de températures élevées, même en profondeur, la faune et la flore marines souffrent énormément. Les premières mortalités ont été constatées chez les gorgones.

« Nous vivons en ce moment un épisode de canicule marine avec des températures de la mer anormalement élevées sur des colonnes d'eau pouvant aller jusqu'à 40 mètres. Si aucune mortalité n'est pour l'heure observée, les risques existent. » Le 11 août, lors d'une réunion du syndicat des communes du littoral varois, François Victor, le directeur adjoint du Parc national de Port-Cros, tirait le signal d'alarme.

Mardi 30 août, moins de trois semaines plus tard, c'est au tour du Parc national des Calanques de revenir sur la surchauffe actuelle de la Méditerranée, avec des nouvelles peu réjouissantes. Dans un communiqué, le parc évoque clairement « un épisode de mortalité de gorgones en Méditerranée ».

**Une mortalité massive**  
Co-coordonnateur du réseau TMED-Net, un réseau collaboratif d'observation côtière sur les effets du changement climatique en Méditerranée, le Marseillais Nathaniel Bensoussan n'est absolument pas surpris. Si les données actuellement disponibles sur la température anormalement élevée de la Méditerranée proviennent des observations des satellites du programme européen Copernicus, les thermographes, que TMEDNet a installés sur quatre-vingts sites différents <sup>(1)</sup>, allant de Gibraltar à la côte israélienne, en passant par le rivage provençal, l'Adriatique ou encore la mer Égée, confirment à coup sûr l'exceptionnelle vague de chaleur marine. Et ses



Lors d'une plongée dans le Parc national des Calanques ce mercredi 31 août, les plongeurs de l'équipe de Septentrion Environnement n'ont pu que constater les dégâts. Nombre de grandes gorgones rouges sont totalement mortes ou à un stade avancé de dépérissement.

(Photo DR/Olivier Bianchimani/Septentrion Environnement)

impacts négatifs sur la faune. C'est que la mortalité actuellement observée sur la grande gorgone pourpre n'est pas une première. « En 1999 ou 2003, dates de précédentes vagues de chaleur marine, on avait déjà pu observer les conséquences dramatiques de la forte hausse de la température de la mer sur la faune. Et tout particulièrement sur les invertébrés fixés qui ne peuvent pas bouger pour aller chercher des eaux plus

fraîches. Parmi la trentaine d'espèces affectées par le stress thermique, outre la grande gorgone pourpre, on avait identifié le corail rouge, ou encore les éponges. En certains endroits, principalement en Méditerranée nord occidentale, on avait pu observer une mortalité massive de l'ordre de 80-90 % des peuplements », explique Nathaniel Bensoussan.

L'océanologue ne cache pas son inquiétude. D'autant moins

qu'une étude rendue publique en juillet dernier sur les vagues de chaleur marines entre 2015 et 2019 a confirmé les atteintes à la biodiversité causées par les températures élevées de la mer. « Cette étude démontre qu'une cinquantaine d'espèces sont impactées jusqu'à 45 m de profondeur. Et plus les vagues sont longues et récurrentes, plus les impacts sont importants. On risque une érosion, un appauvrissement irréversible

de la biodiversité. »

### Réduire les pressions

Or l'année 2022 est d'ores et déjà exceptionnelle. « En Méditerranée occidentale, on est face à quelque chose de totalement inédit avec près de trois mois de vague de chaleur marine. En durée et en record de température, on est au-dessus de ce qui avait été atteint en 2003 ! », confie Nathaniel Bensoussan. Face à la catastrophe annoncée, les scientifiques s'organisent. « Toute la semaine, des équipes de scientifiques vont prospecter autour de Marseille pour identifier les espèces en souffrance, en quels lieux et à quelle profondeur. À partir de là, on définira les stratégies d'échantillonnage en vue de réaliser des études de génétique et de microbiologie pour comprendre ce qui se passe. »

Ils appellent aussi à une prise de conscience. Ainsi Nathaniel Bensoussan déclare : « Ce que vit la Méditerranée en 2022 est un avantage de ce que sera un été type d'ici trente ans. Si l'on veut protéger ce hotspot de biodiversité qui abrite 7 à 10 % des espèces marines connues, il faut qu'on atteigne 30 % d'aires marines protégées. En réduisant les pressions, on aidera peut-être la faune et la flore à mieux supporter le stress thermique. »

P.-L. PAGÈS  
plpages@varmatin.com

1. Sur chacun de ses sites, TMEDNet compte 8 enregistreurs installés tous les 5 mètres et jusqu'à 40, voire 65 m de profondeur, qui relèvent la température de la mer toutes les heures.



1 Si les grandes gorgones rouges condamnées à l'immobilité subissent de plein fouet la hausse anormale des températures de la Méditerranée, certains poissons souffrent également. Les scientifiques le mesurent à leur baisse de vitalité.



(Photos DR/Olivier Bianchimani et Patrick Bonhomme)

## Var

# Érosion : les élus s'irritent du grain de sable étatique

Demandes d'études répétées, construction restreinte : lors de la dernière réunion du Syndicat des communes du littoral varois, les élus ont fustigé les freins imposés par l'administration.

« Lorsque vous faites des études pendant dix ans pour maintenir le tombolo Ouest de la presqu'île de Giens, que vous engagez beaucoup d'argent pour cela, que toutes ces études sont concordantes et que l'enquête publique est favorable... Il y a de quoi être en colère lorsqu'une mission arrive de Paris pour dire qu'il faut tout arrêter <sup>(1)</sup>. »

Ce lundi, le président du Syndicat des communes du littoral varois (SCLV) Gil Bernardi a jeté un pavé dans la mare. Le maire du Lavandou relevait également la difficulté à conjuguer la création d'ouvrages sous-marins pour défendre le littoral avec l'objectif zéro artificialisation nette de la loi Climat et résilience.

### Le mieux, ennemi du bien ?

En clair : les membres du



La commune d'Hyères a vu son projet de digue protégeant la presqu'île de Giens tomber à l'eau.

(Photo doc V. L. P.)

SCLV réclament à l'État une plus grande liberté d'action pour préserver leurs côtes. « Il faut que ces dossiers avancent, que ça sorte. Que

l'on arrête de multiplier les études et qu'on agisse. Encouragez-nous ! », enjoignait-il en se tournant vers Éric Lefebvre, directeur adjoint

des territoires et de la mer (DDTM) du Var. Soutenu à l'unanimité par les élus des vingt-huit communes membres, le prési-

dent a réclamé « plus de souplesse » à l'administration. « En voulant faire très bien, on se ferme toutes les portes », résumait-il. Une vision à laquelle le responsable de la DDTM a opposé celle de l'État : « Il y a un décalage entre nos visions. La vôtre est à plus court terme car votre population vous demande des comptes et que vous défendez votre économie. La position de l'État est presque philosophique et en tout cas de stratégie à long terme », soulignait Éric Lefebvre.

### « Le droit à l'expérimentation »

De même, sur la presqu'île d'Hyères, comme ailleurs, il poursuivait : « Pour pouvoir faire preuve de souplesse, si on veut déroger au droit, il faut démontrer qu'il n'y a pas d'autre solution. Quant aux

études, au risque de choquer, il faut savoir que certains cabinets n'hésitent pas à prôner des ouvrages artificialisant afin de vendre des travaux derrière les études aux collectivités. »

Pas de quoi convaincre les communes qui ont soulevé à leur tour la complexité de prouver qu'il n'y a pas d'autre solution, « dès lors que nous sommes face à quelque chose de nouveau. Il nous faut donc expérimenter. » Et Gil Bernardi de pousser un dernier coup de gueule « Le maire de Cannes a sauvé la plage en l'engraissant et en refaisant sa plage. Dans le Var, c'est compliqué. Nous avons le droit à l'expérimentation. Moi je vais le faire au Lavandou. Les administrés attendent de nous d'être efficaces ! »

P. PA.

1. Lire nos éditions du 14 novembre.

# Navires abandonnés qui s'échouent : les maires invités à prendre les devants

Également à l'ordre du jour de cette réunion du Syndicat des communes du littoral varois (SCLV), il y avait une mise au point sur l'arrêté préfectoral maritime du 16 juin dernier interdisant le stationnement des navires le long des côtes au-delà de 72 heures. Derrière cet acte se cache en réalité le dessein d'empêcher l'échouage sur les plages et côtes

rocheuses, souvent imputable à des bateaux davantage abandonnés pour l'hiver que véritablement stationnés. « L'objectif n'est donc pas d'agir sur tous les navires immobiles depuis trois jours », a ainsi rappelé la commissaire Ornella Valls, de la préfecture maritime (Premar) qui soulignait qu'il s'agit davantage d'un cadre permettant une action rapide.

### Un arrêté coup d'épée dans l'eau ?

« On a tous les cheveux qui se dressent sur la tête : ceux qui s'échouent ne sont pas tellement les bateaux au mouillage mais ceux qui utilisent des corps-morts pour ne pas payer avant de quitter la région pendant l'hiver », ont dénoncé plusieurs élus. « Et une fois échoués, le problème réside dans le remorquage

puis la démolition des navires qui se font aux frais du contribuable », ajoutait Gil Bernardi. Les maires du SCLV ont soulevé par la même occasion « le risque de contentieux » inhérent à cette initiative. Éric Lefebvre, directeur adjoint des territoires et de la mer (DDTM) du Var, s'est voulu rassurant sur ce point : « La semaine dernière nous sommes intervenus

sur un bateau qui mouillait depuis plusieurs semaines devant la plage du Mourillon avec un propriétaire on ne sait où. Le préfet maritime a décidé une action d'office avec les moyens de la Marine et curieusement le propriétaire s'est manifesté. Il faudra voir si un tribunal vient contredire ces actions d'office mais je pense qu'il y a peu de risque juridique à innover dans ce sens. »



# **ANNEXES**

1. Convention de partenariat entre l'UTLN et le SCLV
2. Compte Administratif 2022

## **Convention cadre de partenariat relative à des coopérations de formation, de recherche et de diffusion**

Entre les soussignés

**L'Université de Toulon**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représentée par son Président, M. Xavier Leroux en exercice dûment habilité à cet effet en application de l'article L 712-2 du code de l'éducation, par la délibération du conseil d'administration n° 2019-13 du 2 avril 2019, dont le siège est situé avenue de l'université, 83130 La Garde et dont l'adresse postale est CS 60584 - 83041 TOULON CEDEX 9,

Ci-après désignée « L'UTLN »

Et

**Le Syndicat des Communes du Littoral Varois**, représentée par son Président, Maire du Lavandou, Gil Bernardi en exercice, dont le siège est situé Place Ernest Reyer, 83980 Le Lavandou,

Ci-après désignée « le SCLV »,

L'UTLN et le SCLV sont ci-après également désignées individuellement la « Partie » ou collectivement les « Parties ».



En préambule, il est exposé que :

L'Université est un levier important de développement économique, social et culturel du territoire, et l'action des collectivités territoriales est l'un des moteurs du développement de l'Université.

Dans le cadre de ses activités, l'université assure notamment des missions dans le domaine de formation initiale et continue tout au long de la vie ; de la recherche scientifique et technologique, de la diffusion et la valorisation de ses résultats au service de la société ; et dans le domaine de la diffusion de la culture humaniste, en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle.

A ce titre, l'UTLN et le SCLV ont décidé de se rapprocher afin d'établir une coopération approfondie en associant leurs compétences, chacune dans son domaine respectif d'intervention.

L'UTLN et le SCLV conviennent d'associer leurs initiatives et leurs moyens pour favoriser le développement de leurs relations dans les domaines techniques, technologiques, pédagogiques, scientifiques et industriels.

Elles déclarent leur volonté de conclure la présente convention cadre de partenariat aux fins de formaliser cette coopération, renforcer leurs échanges et garantir la cohérence et le suivi des différentes actions de collaboration qui en découlent.

Il est ainsi convenu ce qui suit.

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser le périmètre de la collaboration entre les parties, de formaliser les modalités de sa mise en œuvre et de déterminer les droits et les obligations en découlant.

### **Article 2 : Périmètre de la collaboration**

La collaboration concerne l'ensemble des domaines communs aux deux parties et porte sur des actions :

- de formation et d'insertion ;
- de promotion et de participation au développement de projets communs ;
- de coopération scientifique et technologique, d'étude et de recherche ;
- de candidatures communes dans le cadre d'appels à projet ;
- de diffusion notamment via l'organisation de manifestations culturelles et scientifiques.

### **Article 3 : Mise en œuvre du partenariat**

La mise en œuvre de ce partenariat se concrétise par la signature d'autant de conventions d'application que d'actions communes de coopération.

Le cas échéant, une convention d'application pourra intégrer les nouvelles parties qui peuvent intervenir dans le cadre de l'action commune de coopération qui s'y rapporte.

#### **Article 4 : Engagements des parties**

##### **Article 4.1 Engagements communs aux parties**

Les Parties se concertent mutuellement afin de mettre à disposition un interlocuteur privilégié du côté de l'UTLN, ainsi que du côté du SCLV.

Chaque Partie s'engage à apporter son concours, son expertise et/ou ses moyens, au bénéfice des actions définies par la présente convention.

La participation de chaque Partie s'exprime dans la limite de son champ de compétences et de ses moyens.

##### **Article 4.2 Engagements de l'UTLN**

L'UTLN s'engage à :

- Accompagner les membres du SCLV en amont, pendant et à la fin d'un projet pour apporter son expertise ;
- favoriser la mobilisation des chercheurs de l'UTLN pour mener une action d'intérêt commun ;
- réaliser un bilan de l'étude au terme de l'action.

##### **Article 4.3 Engagements du SCLV**

Le SCLV s'engage à :

- autoriser la publication de productions scientifiques et/ou grand public en lien avec une action ;
- apporter son conseil pour la mise en place d'événements en relation avec une action ;
- participer à la production de supports dans le cadre de la communication d'une action.

#### **Article 5 : Comité de pilotage**

##### **Article 5.1 Formation du comité de pilotage**

Un comité de pilotage de la collaboration, dont le rôle est de veiller au bon fonctionnement de la collaboration et à son développement, est mis en place.

Le comité de pilotage est constitué pour chaque partie de trois membres de droit, ou de leurs représentants désignés.

Pour le SCLV, les membres de droit sont :

- M. François DE CANSON, vice-président du SCLV et Maire de la Commune de La Londe les Maures ;
- M. Philippe BARTHELEMY, vice-président du SCLV et Maire de la Commune de Saint-Cyr-sur-Mer ;



## **Article 7 : Confidentialité**

### **Article 7.1 Obligations entre les Parties**

Chacune des Parties s'engage à garder strictement confidentielle, ne pas publier, ne pas communiquer à des tiers, pour quelque raison que ce soit, et ne pas utiliser directement ou indirectement à des fins propres ou à d'autres fins que la réalisation des actions objets de la présente convention, sans l'autorisation écrite et préalable de la Partie émettrice, une quelconque information confidentielle qui lui aurait été communiquée à l'occasion d'un projet ou dont elle aurait pu prendre connaissance à l'occasion d'un projet sans que cette information confidentielle lui soit communiquée dans le cadre de celui-ci.

Cette obligation ne s'applique pas à une information confidentielle dont la Partie réceptrice peut apporter la preuve qu'elle :

- était dans le domaine public au moment de sa communication, ou y est entrée postérieurement mais en l'absence de toute faute imputable à la Partie réceptrice ;
- était déjà connue de la Partie réceptrice au moment de sa communication, sous réserve que cette Partie le prouve à l'aide de documents écrits ;
- a été obtenue licitement auprès d'un tiers par la Partie réceptrice ;
- a été développée indépendamment et de bonne foi par un personnel de la Partie réceptrice n'ayant pas eu accès à l'information confidentielle ;
- a été désignée ultérieurement comme non confidentielle par la Partie émettrice.

### **Article 7.2 Obligations des Parties à l'égard de leur personnel et sous-traitants**

Chaque Partie prend toutes les dispositions requises auprès de son personnel, s'il y a lieu de ses sous-traitants éventuels, et auprès du personnel de ceux-ci, afin de garantir la conservation du caractère confidentiel de l'information confidentielle.

Chacune des Parties s'engage à limiter la reproduction et la diffusion de toute information confidentielle aux seuls membres de son personnel qui ont besoin d'en connaître et les informe du caractère confidentiel ainsi que des conditions de sa préservation.

### **Article 7.3 Durée de l'obligation de confidentialité**

La présente obligation de confidentialité se poursuit pendant cinq (5) ans après communication de chaque information confidentielle.

## **Article 8 : Propriété intellectuelle et exploitation des résultats**

La propriété intellectuelle préalable de chaque Partie, nécessaire à la réalisation de l'action commune et éventuellement communiquée à l'autre Partie, reste la propriété de la Partie dont elle provient. Le fait de l'utiliser ou de la communiquer à l'autre Partie dans le cadre de l'action commune ne confère à cette dernière, de manière expresse ou implicite, aucun droit de quelque nature que ce soit, en particulier aucun droit d'utilisation autre que les besoins de cette action commune.



- Mme Magali TURBATTE, Vice-présidente du SCLV et Adjointe à la Commune de TOULON (Attractivité économique/Relations internationales/Tourisme et Congrès/Innovation).

Pour l'UTLN, les membres de droit sont :

- le président de l'Université de Toulon ou son représentant ;
- le vice-président de la Commission de Recherche ou son représentant ;
- une personne qualifiée choisie par le président de l'université, en fonction des sujets.

### **Article 5.2 Fonctionnement du comité de pilotage**

Le Comité de Pilotage est coprésidé par le Président du Syndicat des Communes du Littoral Varois et le président de l'université.

Chaque Partie a la possibilité de modifier sa représentation au comité de pilotage en notifiant son(es) changement(s) de représentant(s) à l'autre Partie.

Le comité de pilotage se réunit à la demande de chaque Partie et en tout état de cause au moins une fois par an.

Le Comité de Pilotage est convoqué par son président au moins 8 jours avant la séance, sur un ordre du jour déterminé. Les documents sont transmis, dans la mesure du possible, en même temps que la convocation.

### **Article 5.3 Mission du comité de pilotage**

Sa mission est de :

- suivre le déroulement de la coopération ;
- faire des bilans annuels des actions ;
- faciliter la mise en place des contrats relatifs à chaque action ;
- orienter la collaboration et définir ses axes scientifiques et techniques ;
- mettre en évidence les difficultés d'application de la présente convention et proposer les actions pour y remédier et les éventuelles modifications à y apporter.

## **Article 6 : Dispositions financières**

Aucun engagement financier n'est prévu dans la présente convention cadre.

Cela dit, à l'occasion de leur collaboration, les Parties pourront convenir de modalités financières liées à des actions spécifiques dans le cadre de conventions d'application subséquentes à la présente.

Le cas échéant, les éventuels rapports financiers feront l'objet de clauses spécifiques dans les conventions d'application qui s'y rapportent.



Dans le cas où l'action donne lieu à la création de droits de propriété intellectuelle (en particulier, résultats, inventions), les conditions sur la propriété, l'exploitation et les publications scientifiques de cette propriété intellectuelle seront définies au cas par cas :

- soit dans la convention d'application relative à l'action, s'il est prévu dès le départ qu'il puisse y avoir création de propriété intellectuelle.
- soit par un contrat spécifique entre les Parties s'il est constaté en cours de réalisation du contrat qu'il y a effectivement création de propriété intellectuelle.

Tous les éléments de propriété intellectuelle appartenant à une Partie et communiqués à l'autre Partie dans le cadre d'une action commune devront être restitués à la Partie propriétaire immédiatement à sa demande, et, dans tous les cas, à la fin de l'action.

### **Article 9 : Communication et publicité**

Les Parties procéderont à la promotion commune de cette collaboration par la mise en œuvre de leurs propres moyens de communication.

Tout projet de communication par une Partie doit recevoir l'accord préalable de l'autre Partie.

Pour ce faire, les Parties auront la possibilité d'utiliser la double apposition des logos du SCLV et de l'Université de Toulon sur les supports de communication employés (panneaux, articles de presse, communiqué de presse, rapports d'études, etc...).

Chaque Partie s'oblige cependant à communiquer à l'autre Partie le contenu de tout nouveau support de communication (ou ancien nouvellement modifié) qu'elle prévoit d'utiliser avec un double logo avant sa première diffusion, publication, divulgation, communication ou autre forme d'utilisation avec un préavis raisonnablement suffisant pour obtenir l'assurance que ledit contenu du support de communication ne soulève pas d'objection de la part de cette autre Partie.

### **Article 10 : Intervention des personnels des parties**

Dans le cadre de la présente convention, et notamment en vue de la mise en place d'actions communes et de l'élaboration de leurs conventions d'application, les Parties conviennent de l'accueil de leurs personnels dans leurs locaux respectifs. Ces interventions sont effectuées sous la direction et dans le respect du règlement intérieur de l'établissement de la Partie accueillante.

Dans ce cas, chaque Partie continuera d'assumer à l'égard de ces personnels toutes les obligations sociales, civiles, fiscales et de rémunération découlant des contrats qui les lient, et d'exercer envers eux toutes les prérogatives administratives de gestion et pouvoir de direction.

Les modalités de mise à disposition éventuelles de personnels seront spécifiées dans les conventions d'applications concernées conformément à la réglementation en vigueur.



## **Article 11 : Assurance et responsabilité**

### **Article 11.1 Responsabilité**

Sauf stipulation contraire prévue dans une convention spécifique, les Parties font leur affaire des dommages de toute nature pouvant survenir à leurs personnels et à leurs biens pendant la durée d'exécution de la convention cadre.

Chaque Partie supportera, en particulier, la charge des dommages subis dans le cadre de l'exécution d'un projet par les matériels, installations et outillages dont elle est propriétaire, y compris les matériels confiés à l'autre Partie, sauf si l'autre Partie est responsable du dommage et sauf faute lourde ou intentionnelle de cette dernière.

Dans le cadre de la présente convention, et notamment en vue de la mise en place d'actions communes et de l'élaboration de leurs conventions d'application, les Parties conviennent de l'accueil de leurs personnels dans leurs locaux respectifs. Ces interventions sont effectuées sous la direction et dans le respect du règlement intérieur de l'établissement de la Partie accueillante.

Dans ce cas, chaque Partie continuera d'assumer à l'égard de ces personnels toutes les obligations sociales, civiles, fiscales et de rémunération découlant des contrats qui les lient, et d'exercer envers eux toutes les prérogatives administratives de gestion et pouvoir de direction.

Les modalités de mise à disposition éventuelles de personnels seront spécifiées dans les conventions d'applications concernées conformément à la réglementation en vigueur.

### **Article 11.2 Assurance des Parties**

Chaque Partie s'engage à fournir sur demande de l'autre Partie le document de son assureur justifiant qu'il est couvert contre les risques mis à sa charge conformément aux stipulations du présent article. Chaque Partie garantit que ses personnels, présents sur le site du fait de l'exécution de la convention cadre ou d'une convention spécifique, sont couverts contre tout dommage pouvant survenir dans ces circonstances.

En aucun cas la responsabilité contractuelle d'une Partie ne peut être recherchée pour tout dommage indirect et/ou immatériel tel que, sans que cela soit limitatif, perte de production, perte de profit, perte d'image, etc. et ce quel qu'en soit le montant.

## **Article 12 : Force majeure**

Aucune Partie n'est tenue pour responsable de la non-exécution de ses obligations quelles qu'elles soient en cas d'événement de force majeure. On entend par force majeure un événement extérieur, irrésistible et imprévisible au moment de la conclusion de la présente convention et faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie de la convention cadre.

La Partie dont les obligations sont affectées par un cas de force majeure notifiée dès que possible, par lettre recommandée avec accusé-réception, à l'autre Partie, cet empêchement et ses effets sur son aptitude à remplir ses engagements. Elle informe également l'autre Partie dès que les effets de l'événement de force majeure ont cessé, et elle reprend aussitôt l'exécution de ladite convention.

Pendant la durée de l'empêchement dû à une force majeure tout ou partie de la présente convention est suspendu. Cette suspension ne porte en aucun cas sur les clauses de confidentialité, de propriété intellectuelle et de publication.



Si cette durée dépasse un (1) mois, les Parties se rencontrent afin de discuter d'un éventuel report de délai, plan d'action ou résiliation de la convention cadre.

A défaut d'accord entre les Parties dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de début de ces discussions, la Partie la plus diligente peut résilier tout ou partie de la convention selon les modalités prévues à l'article 15.

En cas de reprise d'exécution, les délais d'exécution sont reportés d'une durée au moins égale aux effets de l'événement.

### **Article 13 : Modifications**

Sous réserve d'un commun accord entre les parties signataires, la présente convention peut être modifiée par voie d'avenant.

### **Article 14 : durée et entrée en vigueur**

La présente convention est conclue pour une durée de 5 (cinq) ans à compter de la date de sa signature par les deux parties.

### **Article 15 : Résiliation**

#### **Article 15.1 Résiliation pour convenance d'une Partie**

Chaque Partie a le droit de résilier la convention pour convenance. La décision de résiliation pour convenance doit être notifiée à l'autre Partie avec un préavis de trois (3) mois.

#### **Article 15.2 Résiliation d'un commun accord**

Les Parties peuvent résilier la convention d'un commun accord. Cette résiliation prend effet conformément à l'accord entre les deux Parties fixant les termes et conditions de la résiliation.

#### **Article 15.3 Résiliation pour non-respect de la convention**

En cas de non-respect par une Partie d'une obligation contractuelle substantielle, l'autre Partie met en demeure la Partie défaillante d'y remédier et fixe un délai d'exécution raisonnable par lettre recommandée avec accusé de réception. Passé ce délai, si elle n'a pas remédié à la défaillance, la Partie non-défaillante peut prononcer de plein droit, sans formalités judiciaires, la résiliation de la convention cadre.

### **Article 16 : Droit applicable et résolution des conflits**

La présente convention est régie par la loi française.

Tout litige relatif à la présente convention donnera lieu à une tentative de règlement amiable entre les Parties.

Faute pour les Parties de parvenir à un accord à l'amiable ces dernières pourront, à l'initiative de la Partie la plus diligente, porter leur différend devant le tribunal administratif de Toulon

La présente convention est établie et signée en deux (2) exemplaires originaux.

Fait à *La garde,*

Le Président du SCLV	Le Président de l'Université de Toulon
Le : <b>10 MAI 2022</b>	Le : <b>10 MAI 2022</b>
Signature : <i>Y.L.</i> 	Signature : <i>[Signature]</i> <b>Le Président de l'Université de Toulon</b> <b>Xavier LEROUX</b> 



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU SYNDICAT DES COMMUNES DU LITTORAL VAROIS

NOMBRE DE COMMUNES MEMBRES : 28  
NOMBRE DE COMMUNES PRESENTES : 24  
NOMBRE DE DELEGUES PRESENTS : 30  
QUI ONT PRIS PART A LA DELIBERATION : 30

### SEANCE DU 23 MARS 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le vingt-trois Mars à dix heures, s'est réuni sur la Commune de BORMES LES MIMOSAS, le Syndicat des Communes du Littoral Varois, sous la présidence de Monsieur Gil BERNARDI.

COMMUNES REPRESENTÉES (24) : BANDOL – BORMES LES MIMOSAS – CARQUEIRANNE – CAVALAIRE SUR MER – COGOLIN – FREJUS – GASSIN – GRIMAUD – HYERES LES PALMIERS – LA CROIX VALMER – LA GARDE – LE LAVANDOU – LE PRADET – LE RAYOL CANADEL SUR MER – LA LONDE LES MAURES – LA SEYNE SUR MER – LA VALETTE DU VAR – RAMATUELLE – ROQUEBRUNE SUR ARGENS – SAINT MANDRIER – SAINT-TROPEZ – SAINT-CYR-SUR-MER – SAINTE MAXIME – SANARY SUR MER.

COMMUNES ABSENTES (4) : COLLOBRIERES – SAINT RAPHAEL – SIX-FOURS – TOULON

DATE DE LA CONVOCATION : 13 MARS 2023

N° DE DELIBERATION : 2023-10

#### ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT la transmission du compte de gestion 2022 du Syndicat des Communes du Littoral Varois par le comptable public, receveur municipal de Toulon,

Après s'être fait présenter en détail le compte administratif 2022 du Syndicat des Communes du Littoral Varois par Monsieur François DE CANSON, membre titulaire, 1<sup>er</sup> Vice-Président du SCLV et Maire de la Commune de LA LONDE LES MAURES,

#### LE CONSEIL SYNDICAL

OUI l'exposé ci-dessus  
Et après en avoir délibéré

(à l'unanimité des voix)

ADOpte le compte administratif de l'exercice 2022 du Syndicat des Communes du Littoral Varois.

FAIT AU LAVANDOU, les JOUR, MOIS et AN que DESSUS,

POUR EXTRAIT CONFORME,

LE SECRETAIRE DE SEANCE

Jacques BOMPAS



Date de publication :

6 Avril 2023

LE PRESIDENT

Gil BERNARDI



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Toulon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- Date de sa réception en Préfecture du Département du Var
- Date de sa publication

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- A compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse pendant ce délai ».



# SYNDICAT DES COMMUNES DU LITTORAL VAROIS

Siège social : Mairie du Lavandou - 83 980 LE LAVANDOU

Tél. : 04 94 05 15 70 - Fax : 04 94 71 55 25

## NOTE DE PRESENTATION – COMPTE ADMINISTRATIF 2022

Les articles L-2313, L-3313 et L-4313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, prévoient qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles, est annexée au budget primitif ainsi qu'au compte administratif.

### La section de fonctionnement

#### Analyse de l'évolution des dépenses 2018 - 2022

	2018	2019	2020	2021	2022
Chapitre 011	11 423,81 €	8 217,40 €	8 584,58 €	15 631,11 €	34 499,13 €
Chapitre 012	3 444,13 €	3 520,43 €	1 998,26 €	0 €	0 €
Chapitre 65	32 490,90 €	30 971,23 €	27 664,80 €	32 795,05 €	31 641,35 €
Autre chapitre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	47 358,84 €	42 709,06 €	38 247,64 €	48 426,16 €	66 140,48 €

En dépenses, le total réalisé s'élève à 66 140,48 € contre 48 426,16 € euros en 2021.

#### Analyse de l'évolution des recettes 2018 - 2022

	2018	2019	2020	2021	2022
Chapitre 74 et autres	52 862,09 €	53 217,71 €	53 311,19 €	55 081,80 €	56 715,11 €
002 Résultat reporté	11 185,60 €	16 688,85 €	27 198,12 €	42 261,67 €	48 917,31 €
TOTAL	64 047,69 €	69 907,18 €	80 509,31 €	97 343,47 €	105 632,42 €

Les recettes de fonctionnement sont stables sur la période, constituées exclusivement de la participation annuelle des 28 communes membres et du report du résultat. On constate une augmentation en raison de l'excédent reporté qui progresse depuis deux années.

### La section d'investissement

De par son objet, le Syndicat a très peu de mouvements budgétaires en section d'investissement.

#### Analyse de l'évolution des dépenses 2018 - 2022

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Chapitre 21</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>001 Résultat reporté</b>	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>0€</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>

#### Analyse de l'évolution des recettes 2018 - 2022

	2018	2019	2020	2021	2022
<b>001 Résultat reporté</b>	3962 €	3962 €	3962 €	3962 €	3962 €
<b>TOTAL</b>	<b>3962 €</b>	<b>3962 €</b>	<b>3962 €</b>	<b>3962 €</b>	<b>3962 €</b>

Le compte administratif 2022 fait apparaître un résultat d'exploitation et un solde d'exécution d'investissement excédentaires.

Le résultat 2022 sera reporté au budget primitif 2023 lors de son vote qui interviendra lors de la même séance :

- A la ligne budgétaire R. 002 « Résultat d'exploitation reporté » 39 491,94 €
- A la ligne budgétaire R. 001 « Solde d'exécution N-1 » 3 962,00 €

**Etabli par le Président du S.C.L.V.,  
Le 10 mars 2023**



**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**- SYNDICAT COMMUNES DU LITTORAL VAROIS (1)**

**AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)**

Numéro SIRET : 25830038300019

POSTE COMPTABLE : SGC TOULON

**M 14**

**Compte administratif**

**voté par nature**

BUDGET : SYND. DES COM. DU LITTORAL VAR (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser	6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres	8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	11
B2 - Balance générale du budget - Recettes	12

### III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

### IV - Annexes (6)

#### A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)	Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement	Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement	Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encaissement	Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A4 - Etat des provisions	Sans Objet
A5 - Etablissement des provisions	Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	Sans Objet
A7.1.1 - Etat des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A7.1.2 - Etat des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
A7.2.1 - Etat des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)	Sans Objet
A7.2.2 - Etat des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)	Sans Objet
A7.3.1 - Etat de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)	Sans Objet
A7.3.2 - Etat de la répartition de la TEOM - Investissement (4)	Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées	Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties	Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions	Sans Objet
A10.4 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées	Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties	Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet

#### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Sans Objet



B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
<b>C - Autres éléments d'informations</b>	
C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
<b>D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures</b>	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	18
D2 - Arrêté et signatures	19

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CGCT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.



Code INSEE	SYNDICAT COMMUNES DU LITTORAL VAROIS SYND. DES COM. DU LITTORAL VAR	CA 2022
------------	--	------------

<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b>	<b>A</b>

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
		0	

Informations financières – ratios (2)		Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les classes des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-1, R. 5211-15 et R. 6711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.



<b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>I</b>
<b>MODALITES DE VOTE DU BUDGET</b>	<b>B</b>

**POUR MEMOIRE<sup>(1)</sup>**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

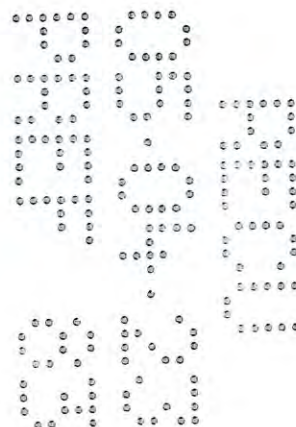
(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

## EXECUTION DU BUDGET

REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)		DEPENSES	RECETTES
	Section de fonctionnement	A 66 140,48	G 56 715,11
	Section d'investissement	B 0,00	H 0,00

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C 0,00 (si déficit)	I 48 917,31 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 3 962,00 (si excédent)

TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D 66 140,48	= G+H+I+J 109 594,42
--------------------------------	--	---------------------	----------------------

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E 66 140,48	= G+I+K 105 632,42
	Section d'investissement	= B+D+F 0,00	= H+J+L 3 962,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 66 140,48	= G+H+I+J+K+L 109 594,42

## DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
<b>TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
015	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
<b>TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		F 0,00	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régle) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00



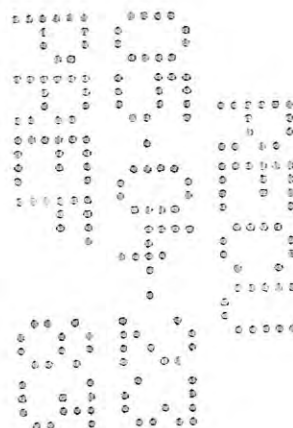
## SYNDICAT COMMUNES DU LITTORAL VAROIS - SYND. DES COM. DU LITTORAL VAR - CA - 2022

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.



II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES					A2

## DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	56 368,00	34 499,13	0,00	0,00	21 868,87
012	Charges de personnel, frais assimilés	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	38 000,00	31 641,35	0,00	0,00	6 358,65
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses de gestion courante</b>		<b>104 368,00</b>	<b>66 140,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>38 227,52</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses Imprévues	0,00				
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>		<b>104 368,00</b>	<b>66 140,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>38 227,52</b>
023	Virement à la section d'investissement (2)	0,00				
042	Opéral* ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opéral* ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>104 368,00</b>	<b>66 140,48</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>38 227,52</b>
<b>Pour Information</b>		(3) 0,00				
<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>						

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	996,44	0,00	0,00	-996,44
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	132,18	0,00	0,00	-132,18
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	55 450,69	55 458,16	0,00	0,00	-7,47
75	Autres produits de gestion courante	0,00	128,33	0,00	0,00	-128,33
<b>Total des recettes de gestion courante</b>		<b>55 450,69</b>	<b>56 715,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 264,42</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>		<b>55 450,69</b>	<b>56 715,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 264,42</b>
042	Opéral* ordre transfert entre sections (2)	0,00	0,00			0,00
043	Opéral* ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>55 450,69</b>	<b>56 715,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-1 264,42</b>
<b>Pour Information</b>		(3) 48 917,31				
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>						

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 962,00	0,00	0,00	3 962,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>3 962,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 962,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Total des opé. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>3 962,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 962,00</b>
040	Opérat* ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>3 962,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 962,00</b>
	Pour information	(2) 0,00			
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent* invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la sect* de fonctionnement (1)	0,00			
040	Opérat* ordre transfert entre sections (1)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (1)	0,00	0,00		0,00
	<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## SYNDICAT COMMUNES DU LITTORAL VAROIS - SYND. DES COM. DU LITTORAL VAR - CA - 2022

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information	(2) 3 962,00			
R 001	Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.



II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

## 1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	34 499,13		34 499,13
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	31 641,35		31 641,35
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
	<b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>	<b>66 140,48</b>	<b>0,00</b>	<b>66 140,48</b>
	<b>Pour information</b>			<b>0,00</b>
	<b>D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>			

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat* Immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat* des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	<b>Dépenses d'investissement –Total</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Pour information</b>			<b>0,00</b>
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>			

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

## 2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Allénuations de charges	996,44		996,44
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	132,18		132,18
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	55 458,16		55 458,16
75	Autres produits de gestion courante	128,33	0,00	128,33
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes de fonctionnement – Total</b>		<b>56 715,11</b>	<b>0,00</b>	<b>56 715,11</b>
<b>Pour information</b>				<b>48 917,31</b>
<b>R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)		0,00	0,00
35	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Pour information</b>				<b>3 962,00</b>
<b>R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1</b>				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.



III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES						A1
Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	56 368,00	34 499,13	0,00	0,00	21 868,87
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	34 368,00	0,00	0,00	0,00	34 368,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	4 068,63	0,00	0,00	-4 068,63
6135	Locations mobilières	2 000,00	3 024,00	0,00	0,00	-1 024,00
6231	Annonces et insertions	0,00	12 000,00	0,00	0,00	-12 000,00
6251	Voyages et déplacements	10 000,00	4 436,80	0,00	0,00	5 563,20
6257	Réceptions	10 000,00	10 969,70	0,00	0,00	-969,70
012	Charges de personnel, frais assimilés	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
6218	Autre personnel extérieur	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	38 000,00	31 641,35	0,00	0,00	6 358,65
6531	Indemnités	30 000,00	28 055,81	0,00	0,00	1 944,19
6532	Frais de mission	3 500,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00
6533	Cotisations de retraite	2 000,00	1 602,65	0,00	0,00	397,35
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	2 500,00	1 982,00	0,00	0,00	518,00
65888	Autres	0,00	0,89	0,00	0,00	-0,89
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		104 368,00	66 140,48	0,00	0,00	38 227,52
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		104 368,00	66 140,48	0,00	0,00	38 227,52
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00			0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre Intérieur de la section (7)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		104 368,00	66 140,48	0,00	0,00	38 227,52
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

#### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.
- (5) Dont 675 et 676.
- (6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	996,44	0,00	0,00	-996,44
6459	Rembours charges SS et prévoyance	0,00	996,44	0,00	0,00	-996,44
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	132,18	0,00	0,00	-132,18
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	132,18	0,00	0,00	-132,18
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	55 450,69	55 458,16	0,00	0,00	-7,47
74741	Participat° Communes du GFP	55 450,69	55 458,16	0,00	0,00	-7,47
75	Autres produits de gestion courante	0,00	128,33	0,00	0,00	-128,33
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	128,33	0,00	0,00	-128,33
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013</b>		55 450,69	56 715,11	0,00	0,00	-1 264,42
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d</b>		55 450,69	56 715,11	0,00	0,00	-1 264,42
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre Intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		0,00	0,00			0,00
<b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		55 450,69	56 715,11	0,00	0,00	-1 264,42
<b>Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		48 917,31				

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7610 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à rassembler les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.



III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES					B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	3 962,00	0,00	0,00	3 962,00
2183	Matériel de bureau et informatique	3 962,00	0,00	0,00	3 962,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>3 962,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 962,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>3 962,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 962,00</b>
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00		0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	0,00	0,00		0,00
	Charges transférées (6)	0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00		0,00
	<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
	<b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b>	<b>3 962,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 962,00</b>
	<b>Pour information</b>	<b>0,00</b>			
	<b>D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1</b>				

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041=RI 041.

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES					B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		0,00	0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (5)	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00		0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		0,00	0,00	0,00	0,00
Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		3 962,00			

(\*) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 p.u. n'ont pas à figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.



III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Arrêté - Signatures

Présenté par le **PRESIDENT**,  
A Bormes, le 23 mars 2023

Délibéré par le Comité Syndical, réuni en session ordinaire  
A Bormes, le 23 mars 2023

Les **membres du Comité Syndical**,

Nombre de membres en exercice : 56  
 Nombre de membres présents : 30  
 Nombre de suffrages exprimés : 30  
 VOTE  
 Pour : 30  
 Contre : 0  
 Abstentions : 0  
 Date de convocation : 10 mars 2023

Les membres du Comité Syndical,

*(Signatures of the members of the Comité Syndical)*

Certifié exécutoire par le **PRESIDENT**,

Compte-tenu de la transmission en Préfecture, le

et de la publication, le

AU LAVANDOU, le 23 Mars 2023

LE **PRESIDENT**

*(Signature of the President)*

